cyanmagentajaunenoir

HOROYA
Quotidien national

"Aujourd'hui, je vous lance un appel : continuons d'unir nos forces, nos intelligences et nos talents pour construire notre pays"

S.E.M. Mamadi Doumbouya
Président de la République de Guinée,
Chef de l'Etat



N°8377 DU LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026 • 65ème ANNÉE | www.horoya.net - horoya 1958@gmail.com | PRIX : 2000 GNF

ARSJPA

Quartier Bambéto, Immeuble ARPT, 6ème étage,
Commune de Ratoma, Conakry - Rép. Guinée
www.arsjpa.gov.gn
info@arsjpa.gov.gn
Tel : +224 612 13 03 03

Jouez de manière responsable:
Contrôlez votre argent
Contrôlez votre Temps.

VISITE D'ÉTAT EN CÔTE D'IVOIRE



Le Président Mamadi Doumbouya accueilli par les autorités ivoirienne...

À peine deux heures de vol séparent Conakry d'Abidjan. Une proximité géographique qui traduit également la profondeur des liens historiques, humains et fraternels qui unissent la Guinée et la Côte d'Ivoire. Dans le cadre de sa visite d'État en Côte d'Ivoire, le Président de la République de Guinée, Son Excellence le Général Mamadi Doumbouya, est arrivé dans la soirée du vendredi, 11 septembre 2021 à Abidjan, où il a été accueilli à l'aéroport international Félix-Houphouët-Boigny par les plus hautes autorités ivoiriennes ainsi que par une importante délégation de la communauté guinéenne vivant sur le sol ivoirien.

INFRASTRUCTURES

Deux édifices de l'armée inaugurés



LOROMBO (KOUROUSSA)

Quand un élu du peuple s'engage pour la paix...







HOROYA
Quotidien national
QHoroya
Journal Horoya
www.horoya.net

POUR VOS ABONNEMENTS
Siège : Dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 693 886 - BP : 191 Conakry
E-mail : horoya1958@gmail.com

Diplomatie

La Guinée se dote d'une nouvelle doctrine tournée vers la souveraineté

La République de Guinée a officiellement lancé son document de politique étrangère, à l'occasion d'une cérémonie réunissant des membres du Gouvernement, des anciens Premiers ministres et ministres des Affaires étrangères, des représentants du corps diplomatique, des organisations internationales ainsi que plusieurs hauts responsables de l'administration publique.



Présidant la cérémonie, le Premier ministre, Amadou Oury Bah, a présenté cette nouvelle politique comme une étape majeure dans le repositionnement stratégique de la Guinée sur la scène internationale. Sous l'autorité du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, cette démarche s'inscrit dans le processus de refondation de l'État et dans l'ambition de faire de la diplomatie un véritable instrument au service du développement national.

Une diplomatie fondée sur la neutralité stratégique

Dans un monde marqué par les recompositions géopolitiques, les tensions économiques, les enjeux énergétiques, technologiques et sécuritaires, le Premier ministre a insisté sur la nécessité pour la Guinée de défendre ses intérêts avec clarté et responsabilité.

Le Chef du gouvernement a notamment mis en avant la « neutralité stratégique », présentée comme une nouvelle formulation de l'exigence historique de souveraineté portée par la Guinée depuis son accession à l'indépendance.

« Une nation qui se refonde doit parler au monde avec clarté. Elle doit connaître ses intérêts, assumer ses choix, défendre sa souveraineté, honorer ses engagements et organiser ses partenariats autour d'une vision nationale », a déclaré Amadou Oury Bah.

Pour lui, la diplomatie guinéenne doit désormais être une diplomatie « de résultats ». Les ambassades sont ainsi appelées à devenir de véritables plateformes d'influence, de négociation, de mobilisation économique et de rayonnement national.

La diplomatie économique au cœur de l'action extérieure

La nouvelle politique étrangère accorde une place importante à la diplomatie économique. Pour Amadou Oury Bah, chaque partenariat international devra être apprécié au regard de ses retombées concrètes pour la Guinée : investissements productifs, création d'emplois, infrastructures, transferts de compétences et de technologies, accès aux marchés et création de valeur ajoutée nationale.

Cette orientation, affirme-t-il, est directement liée au programme Simandou 2040, dont l'objectif est notamment de transformer les ressources du pays en capacités productives, en infrastructures durables, en compétences nationales et en prospérité partagée.

Le Premier ministre a également appelé les départements ministériels à inscrire leurs actions internationales dans un cadre commun, afin que « la Guinée parle d'une voix cohérente ».

Un panafricanisme de responsabilité

La dimension africaine constitue un autre pilier de cette politique. La Guinée entend renforcer ses relations avec ses voisins et les institutions régionales et continentales autour du bon voisinage, de la sécurité partagée, des corridors économiques, de la coopération énergétique et de la stabilité en Afrique de l'Ouest.

« L'Afrique est notre famille, le monde est notre horizon », a rappelé le Premier ministre, soulignant la vocation africaine historique de la Guinée.

La diaspora guinéenne figure également parmi les priorités. Les missions diplomatiques et consulaires devront mieux protéger les Guinéens établis à l'étranger et les associer davantage aux efforts de développement national.

Morisanda Kouyaté : C'est une «boussole pour l'État»

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, Dr Morisanda Kouyaté, a souligné la portée stratégique du nouveau document.

« Ce document n'est donc ni une simple compilation de nos pratiques diplomatiques, ni un exercice administratif de plus. Il est une boussole pour l'État, un mandat pour notre réseau diplomatique et consulaire, et un engagement devant la Nation ».

Le ministre a rappelé que la politique étrangère guinéenne puise ses fondements dans l'histoire du pays, notamment dans le choix souverain du 28 septembre 1958 et dans le rôle joué par la Guinée dans les luttes de libération africaines.

Selon lui, cette tradition doit être adaptée aux réalités contemporaines. La Guinée entend ainsi rester « ouverte à tous, alignée sur personne » et guidée par sa souveraineté, ses priorités nationales et les intérêts supérieurs de son peuple.

Une diplomatie qui protège, influence et développe

Le représentant du PNUD a, pour sa part, salué l'élaboration de ce premier document de politique étrangère, estimant qu'une politique clairement définie constitue un levier pour le développement durable, l'investissement responsable et le renforcement de la coopération régionale et internationale.

À travers ce nouveau cadre stratégique, la Guinée ambitionne donc de conjuguer héritage diplomatique, souveraineté et efficacité. Le défi sera désormais de traduire les orientations du document en actions mesurables et en résultats concrets.

Comme l'a résumé le ministre Morisanda Kouyaté : « Une diplomatie qui protège, une diplomatie qui influence, une diplomatie qui développe ».

Alhassane Barry

HOROYA
Quotidien national

BP: 191 Conakry, République de Guinée
E-mail: horoya1958@gmail.com Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

DIRECTEUR GENERAL
Ibrahima Koné
Tél: 664 63 32 12 / 624 94 45 99
konesayon1@gmail.com
DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE
Marie Louise Diallo
Tél: 623 69 38 86 *marielouisediallo1@gmail.com*
REDACTEUR EN CHEF
Amadou Kendessa Diallo
Tél: 622 48 10 45 *kenssa2@gmail.com*
SECRETAIRE GENERAL
Jean Marie Morgan
Tél: 622 26 97 26 *morgan1535@gmail.com*
RUBRIQUE POLITIQE & ECONOMIE
Lansana Sarr 628 97 19 33
Th. Kalifatou Doumbouya 624 69 31 55
RUBRIQUE EDUCATION & SOCIETE
Balla Yombouno 628 74 23 08
Sékouba Kourouma 628 00 36 63
Tél: 628 97 19 33 sarrlansana93@gmail.com
RUBRIQUE CULTURE & SPORT
Maïmouna Bangoura 622 21 12 26
Ibrahima Sory Bangoura 625 21 78 24
CHEF SERVICE RESEAUX SOCIAUX
Mamadou Mouctar Diallo 622 32 39 58
CHEF SERVICE FABRICATION
Abdoulaye Alsény Bangoura
Tél: 664 00 44 47 abalbangou@gmail.com
RESPONSABLE SITE
Youssouf Hawa Kéïta Tél : 622 28 54 00
CHEF SAF
Aïssata Bilivogui 622 55 61 42
CHEF SERVICE COMMERCIAL & RECOUVREMENT
Diaka Sanoh Tél: 622 33 13 57
DISTRIBUTION
Alpha Saliou Diallo 628478037
Lébé Doré
ARCHIVES
Sââ Adolphe Kondano 627 99 64 74
PHOTO
Lamine Sylla 621 70 61 13



Visite d'État en Côte d'Ivoire

Le Président Mamadi Doumbouya accueilli à Abidjan par les autorités ivoiriennes et la communauté guinéenne

À peine deux heures de vol séparent Conakry d'Abidjan. Une proximité géographique qui traduit également la profondeur des liens historiques, humains et fraternels qui unissent la Guinée et la Côte d'Ivoire.



Dans le cadre de sa visite d'État en Côte d'Ivoire, le Président de la République de Guinée, Son Excellence le Général Mamadi Doumbouya, est arrivé dans la soirée du vendredi, 11 septembre 2021 à Abidjan, où il a été accueilli à l'aéroport international Félix-Houphouët-Boigny par les plus hautes autorités ivoiriennes ainsi que par une importante délégation de la communauté guinéenne vivant sur le sol ivoirien.

À sa descente d'avion, le Chef de l'État a été accueilli par la Présidente du Sénat ivoirien, Madame Kandia Camara, accompagnée de plusieurs membres du Gouvernement ivoirien. L'Ambassadeur de la République de Guinée en Côte d'Ivoire Bachir Diallo était également présent pour souhaiter la bienvenue au Président Mamadi Doumbouya.



Au pavillon présidentiel, le Chef de l'État a eu de chaleureux échanges avec les représentants du Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. Des échanges empreints de cordialité qui ont marqué les premiers instants de cette visite placée sous le signe de l'amitié, de la fraternité et du renforcement des relations entre les deux pays.

Mais au-delà du protocole officiel, c'est à l'extérieur du pavillon présidentiel qu'une autre séquence, particulièrement symbolique, a retenu l'attention.

Ils étaient nombreux. Hommes, femmes, jeunes et familles de la communauté guinéenne établie en Côte d'Ivoire avaient fait le déplacement pour accueillir le Chef de l'État et lui témoigner leur affection.

Dans une ambiance chaleureuse, le Président Mamadi Doumbouya est allé à la rencontre de ses compatriotes. Il les a salués, échangé avec certains d'entre eux et partagé quelques instants de communion avec cette communauté guinéenne qui, malgré l'éloignement, demeure profondément attachée à la Guinée.



Cette mobilisation constitue un moment fort de cette arrivée. Loin de leur pays d'origine, ces Guinéens vivant en Côte d'Ivoire ont tenu à être présents pour accueillir leur Président et lui exprimer leur soutien et leur attachement.

Cette scène, à la fois simple et forte en émotion, illustre la place importante qu'occupent les communautés guinéennes établies à l'étranger dans la vie nationale. Elle rappelle également les liens humains qui dépassent les frontières et contribuent à rapprocher davantage Conakry et Abidjan.

Ainsi, dès les premières heures de cette visite d'État, l'accueil réservé au Président Mamadi Doumbouya a donné le ton d'un séjour placé sous le signe de la proximité entre les peuples guinéen et ivoirien.

À Abidjan, entre accueil officiel et ferveur populaire, la présence massive de la communauté guinéenne a conféré une dimension particulièrement chaleureuse à l'arrivée du Chef de l'État, témoignant de la force des liens qui unissent la Guinée et la Côte d'Ivoire.

DCI-PRG

MÉDIAS

Le MCENI appelle les promoteurs des médias privés au respect des cahiers des charges

Ce vendredi 11 septembre 2026, le Secrétaire Général du Ministère de la Communication, de l'Économie Numérique et de l'Innovation Dr Souleymane Bah a rencontré les responsables et promoteurs des médias privés.



Les échanges ont porté sur le compte-rendu de la récente mission de contrôle de l'application des cahiers des charges par les télévisions et radios privés tant à Conakry qu'à l'intérieur du pays.

Pilotée par la Direction Nationale de la Communication et des Relations avec les Médias Privés, la mission comprenait également des cadres du département et du Fond d'Appui au Développement des Médias FADEM.

Parmi les grands enseignements de la mission, Boubacar Bah Directeur National de la Communication et des Relations avec les Médias Privés a souligné qu'en dehors des radios et télévisions ayant reçu leurs agréements ces deux dernières années, aucune autre radio ni télévision n'a renouvelé son agréement ce qui constitue un grave manquement.

« Nous sommes allés sur le terrain, le constat vous l'avez suivi, nous avons vu beaucoup de manquements en termes respect des cahiers de charges. Des relais où les médias au lieu de faire des réémissions, produisent et émettent sur place. C'est un manquement que nous avons constaté.

En ce qui concerne les conventions d'établissement, il existe une centaine de radios et télés en Guinée, cependant nous n'avons pu avoir qu' une vingtaine qui disposent de conventions d'établissement.

Pour ce qui est des cahiers des charges, tous n'en ont pas, or nous étions en mission pour faire le contrôle de l'application de ces cahiers de charges au niveau des médias.

Sur le renouvellement des agréments, il est établi que les médias ne procèdent pas au renouvellement de leurs agréments dont la durée est de trois ans. Hormis les médias qui ont eu leurs agréments ces deux dernières années, aucun autre média n'est à jour » a laissé entendre le Directeur National de la Communication et des Relations avec les Médias Privés.

Plusieurs autres manquements ont été relevés dans le traitement salarial des journalistes et techniciens et le cadre de travail des médias. Également le constat de la mission révèle que 12 médias audiovisuels ont cessé d'émettre depuis plus de deux ans ce qui devrait donc conduire le département au retrait des agréments de ces médias qui ne fonctionnent plus.

Le Secrétaire Général Dr Souleymane Bah a rappelé que le respect des règles constitue une obligation pour tous les médias. Il a annoncé qu'un courrier sera adressé à l'ensemble des responsables des médias pour inviter chacun à se mettre en conformité vis-à-vis des textes dans un délai bien défini. Tout en rassurant l'ensemble des acteurs de l'engagement du MCENI à les accompagner, il a enfin rappelé l'importance pour les responsables des médias privés de ne jamais perdre de vue l'objectif de bâtir de véritables entreprises de presse

Infrastructures

Les marchés de Sanoyah et Matoto bientôt modernisés

La ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mme Camara Djenabou Touré, accompagnée de la gouverneure de la ville de Conakry, le Général de deuxième section M'Mahawa Camara, a présidé, vendredi 11 septembre 2026, les cérémonies de pose de la première pierre des travaux de construction de marchés dans les communes de Sanoyah et de Matoto.



Ces cérémonies ont mobilisé les autorités administratives et communales, les représentants des services techniques ainsi que de nombreuses femmes concernées par ces infrastructures commerciales.

Dans son discours de bienvenue, Aboubacar Sabari Conté, maire de la commune de Sanoyah a souligné l'importance de ce projet pour les populations et les commerçants de sa juridiction.

Selon lui, la pose de la première pierre ne constitue pas un simple acte symbolique, mais marque le lancement concret d'un projet attendu depuis longtemps par les acteurs du commerce.

« Ce projet revêt une importance particulière pour notre communauté. Il contribuera non seulement à améliorer les conditions physiques du marché, mais également à dynamiser les activités économiques locales, à soutenir les petits commerces et à renforcer les conditions d'épanouissement de nombreuses familles qui dépendent directement ou indirectement de ce marché », a-t-il déclaré.

Le maire a également estimé que la construction de ces infrastructures permettra de créer des espaces adaptés au travail, aux échanges et à la génération de revenus, tout en contribuant au développement de l'économie locale.

Il a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement de la commune à faire de la modernisation des infrastructures de proximité une priorité de son action.

Prenant la parole, la ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Camara Djenabou Touré, a indiqué que les autorités ne sont que des « mandataires » du président de la République, le Général Mamadi Doumbouya.

Elle a rappelé l'importance accordée aux femmes et aux jeunes dans les politiques publiques du gouvernement.

« Le président de la République a décidé de consacrer son mandat aux femmes et à la jeunesse. La construction de ce marché permettra aux femmes de quitter la rue pour occuper un endroit plus confortable et sécurisé », a-t-elle déclaré.

La ministre a également appelé au respect et à la préservation du patrimoine foncier de l'État, dénonçant les comportements de certaines personnes qui s'approprieraient des domaines publics à des fins personnelles.

À Matoto, Moussa Diallo, maire de la commune a salué le lancement des travaux, qu'il considère comme un véritable soulagement pour les populations, notamment pour les femmes qui exercent leurs activités commerciales dans des conditions difficiles.

« Les femmes étaient dans la rue. Si l'État a pensé à les installer dans un nouvel espace et que nous procédons aujourd'hui à la pose de la première pierre, nous ne pouvons que nous en réjouir », a-t-il déclaré.

La construction de ces marchés devrait ainsi offrir aux commerçantes des espaces plus adaptés à leurs activités et contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans ces deux communes de la capitale.

Thierno Kalifatou Doumbouya

Capital humain

La Guinée et le programme VNU renforcent leur coopération

Le Premier ministre, Amadou Oury Bah, a reçu en audience, vendredi dernier, Monsieur Toily Kurbanov, Coordonnateur exécutif du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU).



Cette visite, présentée comme la première d'un Coordonnateur exécutif du programme VNU en Guinée, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre la Guinée et le système des Nations Unies, notamment dans les domaines du développement humain et de la participation des jeunes.

Au sortir de l'audience, le Coordonnateur du système des Nations Unies en Guinée, M. Diego Zorrilla a indiqué que cette rencontre avait permis d'échanger sur les priorités nationales, en particulier celles liées au développement du capital humain et à la participation des jeunes, en cohérence avec les ambitions du programme Simandou 2040.

De son côté, M. Toily Kurbanov a souligné que, à l'image des autres agences du système des Nations Unies, le programme des Volontaires des Nations Unies contribue à l'accompagnement de la mise en œuvre des priorités de développement de la Guinée.

Il a également salué l'engagement des volontaires guinéens, dont plusieurs centaines ont participé, ces dernières années, aux programmes des Nations Unies. Ces volontaires interviennent notamment dans les domaines de la nutrition, de la vaccination, de l'eau et de l'assainissement à travers le pays.

Le Coordonnateur exécutif du programme VNU a enfin assuré le Premier ministre de la poursuite de cet accompagnement, tout en remerciant la Guinée pour sa contribution en talents et en ressources humaines au service du développement.

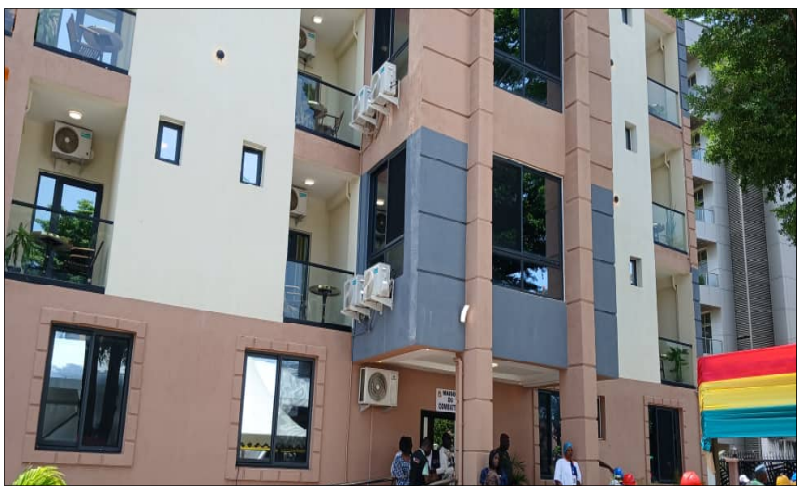
Alhassane Barry

Infrastructures

Deux édifices de l'armée inaugurés

Vendredi 11 septembre 2026, les autorités militaires ont procédé à l'inauguration de deux grands édifices au Bataillon du Quartier Général (BQG) : la Maison du Combattant et le complexe hôtelier militaire.





L'inauguration de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie et de travail des forces de défense et de sécurité. Présidée par le ministre délégué à la Défense nationale auprès du président de la République, le général à la retraite Ibrahima Kalil Condé, cette cérémonie a réuni de hautes personnalités militaires et civiles.

L'assistante du Directeur Général de l'entreprise ECCG, Hadja Mariam Diallo, a détaillé la structure du projet qui comprend trois bâtiments et un bloc de transport avec son local technique. Il compte deux édifices en R+3 et un en R+2. Le premier bâtiment R+3 est réservé à l'habitation avec 24 chambres équipées et un ascenseur. Au rez-de-chaussée se trouvent deux bureaux, une bibliothèque, une salle de sport, une salle de culte, une buanderie moderne, un grand hall d'accueil et une salle d'ablution. »

Elle a poursuivi en détaillant les services de santé et administratifs. Clinique (Bâtiment R+3, rez-de-chaussée, accueil, ascenseur, salle de consultation, pharmacie, cabinet dentaire et zone d'hospitalisation. Au 1er étage, il y a une salle d'hospitalisation de 10 lits, un laboratoire, un bureau médical et une salle de prélèvement.

Au 2e étage, il y a un restaurant et un musée. Le 3e étage comprend une grande salle de conférence d'une capacité de plus de 52 places. Une ambulance et un corbillard sont directement affectés à la clinique.

Le troisième bâtiment est composé de bureaux entièrement équipés.

Mme Diallo a souligné qu'il ne s'agit pas d'une simple infrastructure, mais d'un hommage concret aux sacrifices et au dévouement des forces armées.

De son côté, Bakary Mara, porte-parole des anciens combattants, a salué les actions du CNRD et des autorités militaires pour la modernisation des équipements de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, exprimant sa gratitude envers les partenaires civils et militaires.

Le PDG de l'entreprise ABZ Guinée, Mohamed Abou Zaïd, réalisateur de l'hôtel militaire du BQG, a précisé que cet établissement n'est pas réservé qu'aux seuls militaires. Il est également accessible aux civils, familles, partenaires institutionnels et voyageurs de passage, dans le respect des règles en vigueur. Cet hôtel militaire de 900 m² de niveau, comprend un rez-de-chaussée, une réception, des salons, des salles d'accueil aux normes internationales, une salle VIP, des restaurants, salles de conférence et bureaux administratifs.

Au 1er étage, l'hôtel compte 19 chambres homologuées au standard 4 étoiles par le ministère de l'Hôtellerie. Au 2e étage, il y a 10 suites de haut standing. Une piscine ouverte sur la mer et divers services de détente et de bien-être assurant sécurité et discrétion.

Clôturant les discours, le ministre délégué à la Défense nationale, le général Ibrahima Kalil Condé, a recadré l'objectif de ces réalisations.

« Distinctes par leur vocation mais complémentaires par leur finalité, ces deux réalisations procèdent d'une même ambition : renforcer les capacités institutionnelles de la Défense nationale et améliorer durablement la condition de celles et ceux qui servent ou ont servi la patrie. L'hôtel offre un cadre adapté aux délégations officielles et au personnel, tandis que la Maison du Combattant constituera un espace d'accueil, d'écoute, d'orientation et de mémoire dédié aux anciens combattants, aux militaires retraités, aux blessés et aux familles éprouvées », a-t-il conclu.

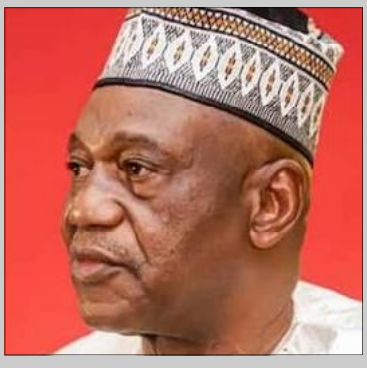
Par cet acte, les autorités réaffirment le devoir de reconnaissance de la Nation envers le courage, la discipline et la loyauté de ses forces armées.

Sylla Ibrahima Kalil

JUSTICE

La CRIEF autorise la sortie du territoire de Kassory Fofana et Damaro Camara





Dans un document daté du 10 septembre 2026, le Procureur Spécial près la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF) a formulé des réquisitions aux fins d'autorisation de sortie du territoire national pour raisons de santé en faveur de l'ancien Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana et de l'ancien président de l'Assemblée nationale Amadou Damaro Camara.

Selon le parquet spécial, les prévenus présentent toutes les garanties de représentation par le biais de leurs conseils, écartant ainsi tout risque d'évasion ou de non-retour au pays après leur prise en charge médicale à l'étranger. L'organe de poursuite souligne également que cette mesure d'élargissement temporaire ne préjudicie en rien à la continuité des procédures judiciaires et des recours en cours.

Motivée par le respect des droits fondamentaux et le droit à la santé, cette décision requiert officiellement le Commissaire Spécial de l'Aéroport International Ahmed Sékou Touré ainsi que le Directeur Central de la Police Aux Frontières (DCPAF) d'exécuter la mesure accordée, afin d'autoriser la évacuation sanitaire des deux anciens dignitaires.

Naby Camara

Vers la fête du 2 octobre...

Commémoration

68 ans d'Indépendance, entre mémoire et avenir

Le 2 octobre 2026, la Guinée commémorera le 68è anniversaire de son accession à l'Indépendance. Plus qu'une fête nationale, cette date symbolique invite à honorer le courage des pionniers de 1958 et à réfléchir aux défis d'un pays en quête de transformation et d'unité.



Une date fondatrice

Le 2 octobre 1958 reste gravé comme l'un des tournants majeurs de l'histoire contemporaine africaine. En disant «/ Non/ » au référendum gaulliste, la Guinée choisissait la voie de la souveraineté, devenant le premier pays francophone à accéder à l'Indépendance. Soixante-huit ans plus tard, cette mémoire continue de résonner comme un appel à la responsabilité et à la dignité nationale.

Fierté et mobilisation

À Conakry comme dans les villes de l'intérieur, les couleurs nationales s'apprêtent à envahir rues et édifices. Les préparatifs du défilé militaire et civil traduisent l'importance accordée à ce rendez-vous. À l'étranger, les communautés guinéennes se mobilisent également, témoignant d'un attachement profond à la patrie.

Réformes et ambitions

Sous l'impulsion du Général Mamadi Doumbouya, les autorités mettent en avant des projets structurants/ : infrastructures, modernisation de l'administration, valorisation des ressources naturelles. Le défi reste de transformer ces atouts en emplois, opportunités et meilleures conditions de vie pour les citoyens.

Unité nationale, socle du progrès

La diversité culturelle et communautaire de la Guinée constitue une richesse. Mais elle exige dialogue et réconciliation pour éviter les divisions. La fête du 2 octobre rappelle que l'avenir du pays repose sur la cohésion sociale et la stabilité politique.

Nouvelle génération, nouveaux défis. Les jeunes Guinéens, héritiers d'une histoire qu'ils n'ont pas vécue, portent désormais la responsabilité de traduire le patriotisme en actes/ : formation, innovation, discipline et engagement citoyen.

Le 2 octobre 2026 ne sera pas seulement un anniversaire. Il devra être le symbole d'une Guinée qui assume son passé, croit en ses forces et avance avec détermination vers son avenir.

Mohamed N'diaye

Kamsar, nouvelle préfecture

Sous le signe de la propreté

Kamsar se veut désormais à la hauteur de son nouveau statut de préfecture. Dans cette ville en pleine expansion, la propreté et l'amélioration du cadre de vie apparaissent comme des priorités pour les autorités et les populations. L'installation de poubelles dans plusieurs endroits stratégiques, les opérations d'assainissement et les campagnes de sensibilisation traduisent une volonté de faire de Kamsar une ville plus propre, plus agréable et mieux organisée.



Longtemps confrontée aux difficultés liées à la gestion des déchets, Kamsar semble amorcer une nouvelle dynamique. Ces dernières années, plusieurs initiatives ont été engagées pour améliorer l'assainissement de la cité. En février 2026, les autorités locales avaient notamment lancé une opération de déguerpissement et de nettoyage des marchés et des dépotoirs, avec pour objectif d'améliorer le cadre de vie et de libérer les emprises publiques.

L'un des signes visibles de cette nouvelle dynamique est la présence de poubelles dans différents espaces de la ville. Cette disposition peut sembler simple, mais elle constitue un élément essentiel dans la lutte contre les dépôts anarchiques.

À travers ces équipements, le message est clair : une ville propre commence par des comportements responsables. Les citoyens sont ainsi invités à ne plus jeter les déchets dans les rues, les caniveaux ou les espaces publics, mais à utiliser les poubelles mises à leur disposition.

Cette démarche s'accompagne d'actions de sensibilisation. En avril 2026, les autorités ont mené une campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires de Kamsar, touchant près de 3 500 élèves. Des poubelles ont également été mises à disposition et des « ambassadeurs de la salubrité » ont été mobilisés pour encourager les bons comportements.

La transformation de Kamsar ne peut toutefois pas reposer uniquement sur les autorités. Elle nécessite l'implication de tous : citoyens, commerçants, jeunes, associations, entreprises et services publics.

La croissance rapide de la ville rend cette responsabilité encore plus importante.

L'enjeu est désormais de transformer les opérations ponctuelles en une véritable culture permanente de la propreté.

Avec son nouveau statut de préfecture, Kamsar aspire naturellement à renforcer son image de ville moderne et dynamique. Les efforts engagés dans le domaine de l'assainissement peuvent contribuer à cette transformation.

Des rues propres, des espaces publics entretenus, des poubelles accessibles et une population sensibilisée constituent autant d'éléments qui participent à l'attractivité d'une ville.

Mais la présence de poubelles n'aura d'impact durable que si elles sont régulièrement vidées et si les citoyens les utilisent correctement. La propreté doit donc s'inscrire dans une chaîne complète : sensibiliser, équiper, collecter, évacuer et contrôler.

Le défi de la continuité

Kamsar a déjà connu plusieurs campagnes d'assainissement par le passé. Le véritable défi reste donc la continuité. En mai 2026, des inquiétudes concernant l'accumulation des ordures dans certains quartiers et espaces publics montraient encore que la gestion des déchets demeure un problème à résoudre durablement.

La nouvelle préfecture doit ainsi transformer les initiatives actuelles en un système durable de gestion des déchets.

Kamsar propre n'est pas seulement un slogan : c'est un projet collectif. L'installation de poubelles partout dans la ville peut constituer un symbole fort de cette nouvelle ambition. Encore faut-il que chaque citoyen comprenne que préserver son environnement, c'est aussi protéger sa santé, améliorer son cadre de vie et contribuer à donner à Kamsar l'image d'une préfecture moderne, propre et accueillante.

À l'heure où Kamsar écrit une nouvelle page de son histoire administrative, la propreté pourrait bien devenir l'un des premiers marqueurs visibles de cette nouvelle identité.

Pour Soriba Bangoura, habitant de Kamsar, les efforts engagés pour améliorer la propreté de la ville constituent une évolution encourageante. L'installation de poubelles dans les différents espaces publics devrait, selon lui, contribuer à changer progressivement les habitudes des citoyens.

« Nous sommes heureux de voir que des poubelles sont désormais installées dans plusieurs endroits de la ville. C'est une bonne initiative, car cela permet aux citoyens d'avoir des endroits appropriés pour déposer leurs déchets. Mais il faut que chacun comprenne que la propreté de Kamsar est une responsabilité collective. »

Selon lui, l'installation des poubelles doit être accompagnée d'un ramassage régulier et d'une sensibilisation permanente de la population.

« Il ne suffit pas seulement d'installer les poubelles. Il faut aussi les vider régulièrement et sensibiliser les citoyens, surtout les jeunes, pour qu'ils prennent l'habitude de les utiliser. Une ville propre donne une bonne image et améliore les conditions de vie de ses habitants. »

Avec le nouveau statut de préfecture de Kamsar, Soriba Bangoura estime que la ville doit désormais se donner les moyens de présenter un visage plus moderne et plus accueillant.

« Kamsar est aujourd'hui une préfecture. Nous devons donc être fiers de notre ville et faire en sorte qu'elle soit propre, belle et accueillante. Les autorités ont leur rôle à jouer, mais nous, les citoyens, devons également faire notre part. »

Pour lui, l'enjeu dépasse la simple question de l'esthétique urbaine : il s'agit également de préserver la santé des populations et l'environnement.

« Si chacun évite de jeter les ordures dans les rues, les caniveaux et les espaces publics, nous pouvons réellement avoir une ville propre. Il faut que cette nouvelle dynamique continue et que Kamsar devienne un exemple en matière de salubrité. »

Ibrahima Sory Bangoura

Préfecture de Kamsar

Un acte chaleureusement accueilli par les citoyens

Une forte délégation des populations et des ressortissants de Kamsar a été reçue par le Premier ministre, Amadou Oury Bah. La rencontre a été l'occasion pour les représentants de la nouvelle préfecture d'exprimer leur reconnaissance au Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, pour la décision portant érection de Kamsar en préfecture.



Les populations saluent une décision historique

Prenant la parole au nom de la délégation, l'ancien ministre Mansa Moussa Sidibé a salué une décision considérée comme historique pour Kamsar. Il a rappelé que la localité, malgré son poids économique et démographique, est restée pendant de nombreuses années une sous-préfecture.

« En corrigeant cette anomalie administrative, vous avez non seulement répondu à une aspiration profonde et légitime de nos populations, mais vous avez surtout rapproché l'administration des administrés ».

Une décision qui répond à une longue attente

Au cours de cette rencontre, le Premier ministre a rappelé que l'accession de Kamsar au statut de préfecture répond à une aspiration longtemps exprimée par les populations. Il a notamment souligné le poids démographique et le potentiel économique de cette localité de la région de Boké.

« Kamsar méritait d'être érigée en préfecture », a déclaré Amadou Oury Bah, estimant que cette décision ouvre désormais d'importantes perspectives pour le développement de la localité et de l'ensemble de la région.

Le Chef du gouvernement, qui a rappelé ses liens particuliers avec Kamsar, a également évoqué les transformations intervenues au fil des années, notamment en matière d'infrastructures et d'accessibilité.

Un potentiel économique à valoriser

Pour le Premier ministre, la nouvelle préfecture doit désormais capitaliser sur son potentiel économique et industriel. Kamsar, historiquement connue comme une cité minière autour de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), est appelée à devenir un véritable pôle de développement.

Amadou Oury Bah a ainsi invité les populations à travailler à la valorisation de ce potentiel, dans une dynamique intégrant notamment Kamsar, Boké et Sangarédi. Il a également insisté sur les perspectives liées aux infrastructures, au port en eau profonde et aux voies ferrées, qui devraient contribuer à faire de la région un « grand hub de dimension internationale ».

La diversité culturelle, une richesse à préserver

Le Premier ministre a par ailleurs mis en avant la diversité des communautés vivant dans la zone. Il a salué l'existence de la « case de veille », qui rassemble des représentants des différentes communautés ethniques, et appelé à préserver cette richesse.

« Préserver cette richesse, préserver ce potentiel, renforcer-le », a-t-il lancé, tout en exhortant les populations à renforcer la gouvernance territoriale et la cohésion sociale.

La délégation a réaffirmé son engagement en faveur de la paix, de la cohésion sociale et de l'unité nationale. Elle a également remis au Premier ministre une calebasse de cola, symbole de reconnaissance et de respect, destinée au Chef de l'État.

Alhassane Barry

Érection de Timbo en préfecture

Reconnaissance et engagement des populations

Le 10 septembre 2026, une importante délégation composée de populations, de ressortissants et de sages de la nouvelle préfecture de Timbo a été reçue au Palais de la Colombe par Le Premier ministre, Amadou Oury Bah. Conduite par la ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Djenabou Touré, La mission préfectorale est venue exprimer sa reconnaissance au Président de la République, Mamadi Doumbouya, à la suite de l'érection de l'ancienne sous-préfecture de Timbo en préfecture.



Les populations remercient le Chef de l'État

Au nom des populations de Timbo, le porte-parole Elhadj Mody Oury Barry, a salué une décision qu'il a qualifiée d'étape majeure pour le développement de la localité et le renforcement de l'administration territoriale.

Il a adressé ses remerciements au Président de la République, Chef de l'Etat, Mamadi Doumbouya, pour cette marque d'attention envers les populations de Timbo et réaffirmé leur volonté d'accompagner les actions du Gouvernement. Il a également annoncé l'organisation, le 25 septembre prochain, d'un sacrifice religieux destiné à marquer cette nouvelle étape dans l'histoire de Timbo.

Le Premier ministre rappelle le rôle historique de Timbo

A cette occasion, le Premier ministre Amadou Oury Bah a rappelé la place particulière qu'occupe Timbo dans l'histoire de la Guinée. Il a souligné l'importance accordée par le Président de la République à la modernisation de l'administration territoriale, ainsi qu'à la promotion d'un développement équilibré des différentes localités du pays.

Le Chef du Gouvernement a assuré les représentants de Timbo qu'il transmettra au Président de la République leurs remerciements et leur message de reconnaissance.

La rencontre s'est achevée par des prières et des bénédictions en faveur du Président de la République, du Premier ministre et de la Guinée, pour la paix, la stabilité et la prospérité du pays.

Alhassane Barry

Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

Infos continues sur

horoya.net

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (MCENI)

PROJET DE TRANSFORMATION NUMERIQUE POUR L'AFRIQUE/PROJET REGIONAL D'INTEGRATION NUMERIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (WARDIP- GUINEE)

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET
SERVICES DE CONSULTANT (Individu)

Client : Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) représenté par le Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GUINEE).

Référence de l'accord de financement : IDA : Crédit N° 74440GN

L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN (1) EXPERT CSIRT / REPONSE AUX INCIDENTS & FORENSIC DANS LE CADRE DU PROJET DE MISE EN PLACE ET D'OPÉRATIONNALISATION DU CERT /SOC NATIONAL EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Date début : 14 Septembre 2026 **Date limité : 05 Octobre 2026**

Contexte et justification de la mission

Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu un financement de 60 millions de dollars $ de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Transformation Numérique pour l'Afrique/ Projet Régional d'Intégration Numérique de l'Afrique de l'Ouest (DTfA/WARDIP) placé sous la tutelle du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI). Le Projet a l'intention d'utiliser une partie de ce montant pour effectuer les payements au titre du **recrutement d'un**

(1) Analyste CSIRT / Expert en Réponse aux Incidents et Investigation Forensique. Objectif de la mission :

Sous l'autorité du Manager du CERT/SOC National, l'Analyste CSIRT / Expert en Réponse aux

Incidents et Investigation Forensique contribuera à la mise en œuvre, à l'exploitation et à l'amélioration continue des capacités nationales de gestion des incidents de cybersécurité.

Son intervention s'inscrit dans les cinq piliers stratégiques de l'opérationnalisation du CERT/SOC National.

RESPONSABILITE PRINCIPALES

L'expert aura notamment pour responsabilités :

Gestion opérationnelle des incidents

L'expert devra :

- Réceptionner et analyser les signalements d'incidents de cybersécurité ;
- Classifier les incidents selon leur criticité et leur impact ;
- Définir les priorités de traitement conformément aux procédures établies ;
- Coordonner les actions de réponse avec les équipes concernées ;
- Assurer le suivi des incidents jusqu'à leur résolution complète ;
- Produire les rapports de clôture et de retour d'expérience.

Investigation numérique et analyse forensic

L'expert devra :

- Réaliser des investigations techniques avancées sur les incidents majeurs ;
- Collecter, préserver et analyser les preuves numériques ;
- Garantir la traçabilité des éléments collectés (chaîne de conservation / chain of custody) ;
- Effectuer des analyses :
- Identifier :

Coordination de la réponse aux incidents

L'expert devra :

- Coordonner les actions ;
- Participer à la gestion des incidents à fort impact national ;
- Appuyer la prise de décision lors des cellules de crise cyber ;
- Préparer les éléments techniques nécessaires à la communication de crise.

Élaboration des procédures et playbooks

L'expert devra :

- Concevoir et maintenir les procédures CSIRT ;
- Développer des playbooks de réponse aux incidents ;
- Définir les processus ;
- Tester régulièrement les procédures à travers des exercices.

Exercices de simulation de crise cyber

L'expert devra :

- Concevoir des scénarios réalistes d'attaque ;
- Préparer les injects techniques et organisationnels ;
- Participer à l'animation des exercices tabletop ;
- Évaluer les réactions des parties prenantes ;
- Produire les rapports d'évaluation et plans d'amélioration.

Au moins **deux (02) exercices de simulation de crise cyber** devront être réalisés pendant la durée de la mission.

Transfert de compétences

L'expert devra :

- Assurer le coaching des analystes nationaux ;
- Organiser des sessions pratiques hebdomadaires ;
- Réaliser les investigations en co-traitement avec les équipes nationales ;
- Documenter les méthodes, outils et procédures ;
- Contribuer à la création d'une base de connaissances CSIRT.

Le Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI), représenté par le Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN) invite les Consultants individuels à présenter *leur* candidature en langue française en vue de fournir les services décrits ci-dessus. **Les consultants intéressés doivent fournir les documents suivants : Cv détaillé, Copies des diplômes, Copies des certifications, Attestations de missions similaires, Références professionnelles vérifiables.**

QUALIFICATION ET EXPERIENCES MINIMALES

Le candidat devra satisfaire aux exigences minimales suivantes :

Formation académique

- Être titulaire d'un diplôme de niveau **Bac+5** en cybersécurité, informatique, réseaux, systèmes d'information ou domaine équivalent ;
- Justifier d'une formation spécialisée en réponse aux incidents, investigation numérique ou sécurité opérationnelle.

Expérience professionnelle

Le candidat devra justifier :

- D'au moins **trois (03) années d'expérience professionnelle** dans la gestion des incidents de cybersécurité, la réponse aux attaques informatiques ou les activités CSIRT/CERT ;
- D'une expérience pratique dans la conduite d'investigations numériques sur des incidents réels

- D'une expérience dans l'analyse forensic;
- D'une expérience dans la rédaction de rapports d'incidents destinés à des décideurs techniques et non techniques ; D'une expérience de coordination avec plusieurs parties prenantes.
- Une expérience dans un CERT national, CSIRT sectoriel, SOC d'entreprise ou centre opérationnel de sécurité sera fortement appréciée.

Compétences techniques requises

Le candidat devra maîtriser :

Réponse aux incidents

- Maîtrise du cycle de gestion des incidents :
  - Préparation ;
  - Détection et analyse ;
  - Confinement ;
  - Éradication ;
  - Récupération ;
  - Retour d'expérience
- Bonne connaissance des référentiels :
  - **NIST SP 800-61 Rev.3 Incident Response;**
  - **ISO/IEC 27035 Gestion des incidents de sécurité de l'information** ;
  - **FIRST CSIRT Services Framework.**
- Capacité à définir et appliquer des procédures opérationnelles de réponse aux incidents.
- **Investigation numérique (Digital Forensics)**
- Le candidat devra maîtriser :

Forensic système

- Analyse d'images disque ;
- Analyse mémoire (Memory Forensics);
- Recherche d'artefacts de compromission ;
- Analyse des journaux systèmes ;
- Reconstruction de chronologie d'événements.

Forensic Windows

Connaissance des principaux artefacts :

- Windows Event Logs ; Prefetch ; MFT ; Amcache ; Shimcache ; Registry ; LNK files; Browser artifacts; Powershell logs.

Forensic Linux

Maîtrise notamment :

- Logs système ; Journaux d'authentification ; Processus actifs ; Tâches planifiées; Fichiers suspects ; Traces réseau.

Forensic réseau

Capacité à analyser :

- Captures réseau PCAP ; Flux réseau ; Traces DNS; Communications suspectes; Comportements anormaux.

Analyse Malware

Le candidat devra être capable de :

- Réaliser une analyse statique et dynamique de logiciels malveillants ; Identifier les mécanismes de persistance ; Analyser les comportements malveillants ; Extraire les IOC ; Identifier les TTP selon MITRE ATT&CK.

La connaissance d'outils tels que :

- Ghidra; IDA; Cuckoo Sandbox; YARA; VirusTotal Enterprise; REMnux; Sera considérée comme un atout.

Outils d'investigation et de réponse

Le candidat devra avoir une expérience avec plusieurs outils parmi :

Forensic

- Autopsy / Sleuth Kit; Volatility; FTK; EnCase; Magnet AXIOM; X-Ways Forensics

Analyse réseau

- Wireshark; Suricata; Zeek; Tcpdump

Réponse aux incidents

- TheHive; Cortex; DFIR-IRIS; Velociraptor; Outils EDR/XDR

Threat Intelligence et MITRE ATT&CK

Le candidat devra :

- Identifier les techniques et tactiques utilisées par les attaquants ;
- Mapper les activités observées au framework MITRE ATT&CK ;
- Contribuer à l'enrichissement des bases CTI ;
- Transformer les enseignements issus des incidents en capacités de prévention et détection.

Certifications souhaitées

Les certifications suivantes constituent des atouts importants :

- GCIH (GIAC Certified Incident Handler) ;
- GCFA (GIAC Certified Forensic Analyst);
- GNFA (GIAC Network Forensic Analyst) ;
- GCFE (GIAC Certified Forensic Examiner);
- CHFI (Computer Hacking Forensic Investigator);
- CISM ;
- CISSP ;
- OSCP ;
- CREST CCT / CRT ;
- Ou toute certification équivalente.

Compétences complémentaires appréciées

Le candidat devra disposer des qualités suivantes :

- Excellente capacité d'analyse et de synthèse ;
- Capacité à travailler sous pression lors d'incidents majeurs ;
- Capacité de rédaction de rapports techniques et exécutifs ;
- Aptitude à coordonner plusieurs intervenants lors d'une crise cyber ;
- Capacité à expliquer des sujets techniques à des décideurs non techniques ;
- Sens élevé de la confidentialité et de la protection des informations sensibles.
- Une expérience dans la gestion de crise cyber nationale ou sectorielle, impliquant plusieurs institutions publiques ou opérateurs critiques, constituera un avantage significatif.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux directives de sélection de consultants individuels de la Banque mondiale « Règlements pour la Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le FPI » de la Banque mondiale édition septembre 2025.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence (TDR) à l'adresse mentionnée ci-dessous et aux heures suivantes :

Du lundi au jeudi : **de 9 heures à 16 heures 30 mn Le vendredi** : **de 9 heures à 13 heures.**

Les expressions d'intérêt doivent être déposées ou transmises par courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **05 Octobre 2026 à 16 h 00 mn GMT.** Les enveloppes doivent porter expressément la mention « ***Manifestation d'intérêt pour le Recrutement d'un (1) Analyste CSIRT / Expert en Réponse aux Incidents et Investigation Forensique*** ».

À l'attention de : **Monsieur le Coordonnateur par intérim du Projet Régional d'intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN).**

L'adresse dont il est fait mention ci-dessus est: Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN), Quartier Kaporo, Commune de Ratoma-Conakry, Immeuble BAH Kadiatou, référence la Société EasyCom et à proximité du pont Kiridi, **E-mail** : **coordonnateur@wardip.gn cc spm@wardip.gn avec copie obligatoire à** : **assistant.spm@wardip.gn**

Fait à Conakry, le 11 Septembre 2026

WARDIP ★ West African Regional Digital Integration Project ★ Le Coordonnateur

M. Fodé YOULA
Coordonnateur du Projet WARDIP

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

.....

MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (MCENI)

.....

PROJET DE TRANSFORMATION NUMERIQUE POUR L'AFRIQUE/PROJET REGIONAL D'INTEGRATION NUMERIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (WARDIP-GUINEE)

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET
SERVICES DE CONSULTANT (Individu)

Client : Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) représenté par le Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GUINEE).

Référence de l'accord de financement : IDA : Crédit N° 74440GN

L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN (1) EXPERT CTI / EXPERT EN RENSEIGNEMENT SUR LA MENACE CYBER DANS LE CADRE DU PROJET DE MISE EN PLACE ET D'OPÉRATIONNALISATION DU CERT/SOC NATIONAL EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Date début : 14 Septembre 2026 **Date limité : 12 Octobre 2026**

Contexte et justification de la mission

Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu un financement de 60 millions de dollars $ de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Transformation Numérique pour l'Afrique/ Projet Régional d'Intégration Numérique de l'Afrique de l'Ouest (DTfA/WARDIP) placé sous la tutelle du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI). Le Projet a l'intention d'utiliser une partie de ce montant pour effectuer les payements au titre du **recrutement d'un (1) Analyste CTI / Expert en Renseignement sur la Menace Cyber, chargé de développer et d'opérationnaliser la capacité nationale de Cyber Threat Intelligence (CTI).**

Objectif de la mission :

Sous l'autorité du Manager du CERT/SOC National, l'Analyste CTI / Expert en Renseignement sur la Menace Cyber aura pour mission principale de mettre en place, développer et maintenir les capacités nationales de collecte, d'analyse, de diffusion et d'exploitation du renseignement sur les cybermenaces.

Son intervention s'inscrit dans les cinq piliers stratégiques du programme d'opérationnalisation du CERT/SOC National.

Le Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI), représenté par le Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en langue française en vue de fournir les services décrits ci-dessus. **Les consultants intéressés doivent fournir les documents suivants : Cv détaillé, Copies des diplômes, Copies des certifications, Attestations de missions similaires, Références professionnelles vérifiables.**

QUALIFICATION ET EXPERIENCES MINIMALES

L'Analyste CTI / Expert en Renseignement sur la Menace Cyber devra disposer d'une expertise confirmée dans la collecte, l'analyse, la qualification et la diffusion du renseignement sur les cybermenaces, ainsi que dans son intégration aux opérations SOC/CSIRT.

Formation académique

Le candidat devra :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+4 ou Bac+5 en cybersécurité, informatique, réseaux et systèmes, intelligence économique, ou domaine équivalent.
- Justifier d'une formation spécialisée en :
  - Cyber Threat Intelligence (CTI) ;
  - Analyse des menaces ;
  - Sécurité opérationnelle ;
  - Renseignement numérique.

Expérience professionnelle

Le candidat devra justifier :

- D'au moins **trois (03) à cinq (05) années d'expérience professionnelle** dans le domaine du renseignement sur la menace cyber, de l'analyse de menaces ou de la sécurité opérationnelle ;
- D'une expérience pratique dans :
  - La collecte et l'analyse de données issues de sources multiples ;
  - L'identification des campagnes d'attaques ;
  - L'analyse des groupes de menace ;
  - La production de rapports CTI ;
  - L'exploitation des IOC et TTP ;
- D'une expérience démontrée dans l'intégration de renseignements cyber au sein d'un :
  - SOC ;
  - CERT ;
  - CSIRT ;
  - Centre de veille cyber ;
  - Ou environnement équivalent.
- D'une expérience dans l'utilisation de plateformes CTI telles que :
  - MISP ;
  - OpenCTI ;
  - ThreatConnect ;
  - Recorded Future ;
  - Anomali ;
  - Ou solutions équivalentes.
- D'une expérience dans la collaboration avec des équipes opérationnelles :
  - SOC ;
  - Réponse aux incidents ;

- threat hunting ;
- Gestion des vulnérabilités.

Une expérience dans un CERT national, un CSIRT gouvernemental ou une structure de cybersécurité d'un opérateur critique sera fortement appréciée.

Compétences techniques requises

Cyber Threat Intelligence (CTI)

Le candidat devra maîtriser le cycle complet du renseignement cyber :

Collecte

Capacité à collecter des informations provenant de :

- Sources ouvertes (OSINT) ;
- Plateformes CTI ;
- Flux de renseignement commerciaux et communautaires ;
- Rapports de sécurité ;
- Forums spécialisés ;
- Sources techniques ;
- Communautés CERT/CSIRT.

Analyse des IOC et enrichissement

Le candidat devra maîtriser l'analyse de :

- Adresses IP ;
- Noms de domaine ;
- URL ;
- Certificats numériques ;
- Hashes ;
- Fichiers malveillants ;
- Infrastructures de commande et contrôle (C2).

Il devra être capable de :

- Déterminer le niveau de confiance d'un IOC ;
- Identifier son cycle de vie ;
- Associer un IOC à un acteur ou une campagne ;
- Proposer des mesures de détection ou de blocage.

Scoring et évaluation des menaces

Le candidat devra maîtriser les méthodes d'évaluation des menaces :

- Criticité ;
- Probabilité ;
- Impact ;
- Niveau de confiance.

La connaissance des modèles suivants sera appréciée :

- CVSS ;
- MITRE ATT&CK Risk Mapping;
- Kill Chain ;
- Diamond Model ;
- Modèles de scoring CTI internes.

Certifications souhaitées

Les certifications suivantes seront fortement appréciées :

- **CTIA – Certified Threat Intelligence Analyst**;
- **GCTI – GIAC Cyber Threat Intelligence** ;
- **CREST Certified Threat Intelligence Analyst**;
- **SANS SEC497 / SEC504 / SEC555** ;
- **CySA+** ;
- **CISSP** ;
- **CISM** ;
- **OSINT certification ou équivalent**.

Toute certification équivalente reconnue dans le domaine du renseignement cyber sera considérée.

Compétences complémentaires

Le candidat devra disposer de :

- Fortes capacités d'analyse et de synthèse ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Capacité à produire des analyses adaptées aux différents niveaux de décision :
  - Analystes techniques ;
  - Responsables sécurité ;
  - Décideurs institutionnels ;
- Capacité à travailler avec des informations sensibles ;
- Rigueur dans la qualification des informations ;
- Capacité à travailler dans un environnement CERT/SOC opérationnel.

Une connaissance des menaces cyber en Afrique de l'Ouest, notamment :

- Cybercriminalité financière ;
- Fraude numérique ;
- Ransomware ;
- Attaques contre infrastructures critiques ;
- Campagnes d'espionnage ;

Sera considérée comme un avantage.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux directives de sélection de consultants individuels de la Banque mondiale « Règlements pour la Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le FPI » de la Banque mondiale édition septembre 2025.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence (TDR) à l'adresse mentionnée ci-dessous et aux heures suivantes :

Du lundi au jeudi : de 9 heures à 16 heures 30 mn Le vendredi : de 9 heures à 13 heures.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées ou transmises par courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **12 Octobre 2026 à 16 h 00 mn GMT.** Les enveloppes doivent porter expressément la mention ***« Manifestation d'intérêt pour le Recrutement d'un (1) Analyste CTI / Expert en Renseignement sur la Menace Cyber, chargé de développer et d'opérationnaliser la capacité nationale de Cyber Threat Intelligence (CTI) ».***

À l'attention de : Monsieur le Coordonnateur par intérim du Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN).

L'adresse dont il est fait mention ci-dessus est : Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN), Quartier Kaporo, Commune de Ratoma-Conakry, Immeuble BAH Kadiatou, référence la Société EasyCom et à proximité du pont Kiridi, **E-mail : coordonnateur@wardip.gn cc spm@wardip.gn avec copie obligatoire à : assistant.spm@wardip.gn**

Fait à Conakry, le 11 Septembre 2026

WARDIP West African Regional Digital Integration Project Le Coordonnateur

M. Fodé YOULA
Coordonnateur du Projet WARDIP

Ouassou (Dubréka)

Par Abdoulaye Keita & Lamine Sylla (Photos)

Dégradation avancée des infrastructures routières

Située entre les communes rurales de Khorira et de Tanènè, la localité de Ouassou s'impose comme un bassin agro-pastoral stratégique de la préfecture de Dubréka. À la suite du récent redécoupage territorial, la commune compte désormais 10 districts et 30 secteurs (contre 35 auparavant), pour une population estimée à 33 631 habitants. Une démographie marquée par une forte présence féminine et une jeunesse représentative, cette dernière constituant 60 % de la population locale.

En visite sur le terrain, notre équipe de reporters s'est entretenue avec le maire de la commune, Imourana Sylla, afin d'établir un état des lieux des chantiers prioritaires et des perspectives de développement.

S'inscrivant dans la continuité des actions de ses prédécesseurs, l'équipe communale entend traduire sa vision politique en actes concrets. Sur le plan économique, le maire a mis en avant le potentiel agricole inexploité de sa juridiction, notamment de vastes rizières et des bas-fonds encore à l'état brut.



Face à cette situation, des appels à partenariat ont été lancés. Selon M. Sylla, plusieurs ONG et entreprises privées ont manifesté leur intérêt pour financer l'aménagement hydro-agricole des plaines rizicoles le long du fleuve Konkouré.

Outre la riziculture, l'élevage demeure le pilier économique de plusieurs localités telles que Guèmètédé, Kountou et Dikiya, spécialisées dans l'élevage bovin, caprin et ovin.

Parallèlement, la municipalité expérimente des solutions innovantes pour la diversification des revenus : en partenariat avec un opérateur privé, les cavités et lacs artificiels issus des anciennes carrières minières sont reconvertis en bassins de pisciculture, une initiative dont les premiers résultats s'avèrent prometteurs.

Péréquation des ressources et secteur industriel

La commune rurale de Ouassou présente une disparité de ressources entre ses districts. Si certains ne disposent d'aucune recette propre, d'autres abritent des carrières de sable et des gisements de bauxite, ainsi que des unités industrielles spécialisées dans la fabrication de tôles, de produits pharmaceutiques et de denrées alimentaires.

Afin de maintenir l'équilibre territorial, le maire a précisé que les recettes fiscales issues des carrières et de l'industrie minière font l'objet d'une redistribution équitable pour financer les services sociaux de base sur l'ensemble de la commune.

Éducation, santé et voirie : des besoins urgents

Sur le plan des infrastructures de base, la situation reste complexe. Traversée par la Route Nationale N 3, la commune souffre de la dégradation avancée de cet axe routier majeur, bien que des assurances d'entretien périodique aient été données par l'État pour l'après-saison des pluies. L'accès aux pistes rurales, notamment l'axe reliant le carrefour de la mairie au port, demeure critique, plusieurs cours d'eau isolant régulièrement certains villages en période d'hivernage.

Malgré la présence de centres et postes de santé, la municipalité déplore un manque récurrent d'intrants médicaux et un déficit de personnel soignant qualifié.

Si Ouassou Centre et Koubia disposent d'écoles élémentaires, l'accès à l'instruction primaire reste inégal selon les districts. La mairie a instauré un comité de suivi statistique des absences scolaires afin d'identifier leurs causes (corvées domestiques, conflits) et d'échanger directement avec les parents. « La bonne enfance d'aujourd'hui est la bonne vieillesse de demain », a rappelé l'édile.

Transition écologique et lutte contre l'insécurité

Sur le plan environnemental, la campagne de reboisement en cours a permis de planter 150 hectares d'espèces sauvages et domestiques. Une contrainte réglementaire a par ailleurs été imposée aux exploitants miniers et de carrières : l'obligation de remblayer les cavités extractives et de procéder au reboisement des sites exploités.

S'agissant des perspectives, l'exécutif communal prévoit l'achèvement du nouveau bloc administratif de la mairie, le bitumage ou le profilage de la route Carrefour-Port, la clôture du complexe scolaire (élémentaire et collège), la construction de logements pour enseignants, d'un marché moderne, de latrines publiques, ainsi que le soutien à un projet d'autonomisation des femmes via la saponification.

Enfin, face à la montée de la criminalité liée à la proximité des centres urbains, le maire a sollicité un soutien renforcé des forces de sécurité de l'État pour préserver la quiétude des citoyens.

Kangoleah et Gbantama

La résilience citoyenne à l'épreuve du sous-équipement

Face à l'insuffisance des services publics de base, la cohésion sociale et l'engagement communautaire deviennent le moteur du développement dans la commune rurale de Khorira. À Kangoleah et Gbantama, deux districts phares de la sous-préfecture, les conseils de district locaux et les populations multiplient les initiatives citoyennes pour pallier le manque criant d'infrastructures.



Kangoleah, l'urgence de l'eau et de l'enclavement

Avec une population de 4 606 habitants vivant principalement de l'agriculture, le district de Kangoleah tente de se prendre en charge. Sous la houlette d'Aboubacar Bangoura, président du conseil de district, les citoyens se sont mobilisés pour autofinancer et bâtir leur siège local, une maison des jeunes, ainsi que la reconstruction de l'école primaire du village — un bâtiment de 4 classes dont la structure d'origine remonte à 1977.

Cependant, ces efforts communautaires se heurtent à d'importants obstacles structurels.

À partir du mois de mars, les puits et marigots s'assèchent. Le village ne dispose que d'un seul forage opérationnel, situé à plus d'un kilomètre pour la majorité des ménages.

Le mauvais état de la Route Nationale 3 (RN3) pénalise lourdement l'économie locale, retardant l'acheminement et la revente des produits de première nécessité par les commerçantes.

Services sociaux de base

La localité souffre d'un déficit d'enseignants, d'un manque d'équipements médicaux et d'un personnel de santé insuffisant.

Gbantama, une agriculture sous pression

À Gbantama, la gouvernance locale menée par le président du conseil de district, Mamadou Bangoura, a permis la réalisation de latrines pour le centre de santé, du siège du district et de la route menant au marché local. Pourtant, le modèle économique traditionnel du village — axé sur la pêche et l'agriculture — est gravement menacé par la pression foncière et industrielle.

L'aménagement territorial non régulé et l'urbanisation ont progressivement grignoté les terres cultivables et les zones d'élevage. Réduits à chercher des parcelles exploitables, les paysans doivent désormais cultiver



au sommet des collines ou se rabattre sur le maraîchage dans les bas-fonds.

Autrefois abondante, la ressource halieutique se raréfie dans le bras de mer du village, occupé par les installations de sociétés privées. Faite de moyens rudimentaires et sans accompagnement matériel en pirogues motorisées, la pêche artisanale s'éteint, forçant les pêcheurs à risquer de longues sorties en haute mer.

Défi de la modernisation : Le district déplore le manque d'équipements modernes pour tirer parti d'un sol pourtant très fertile, observant le contraste avec les rendements d'exploitants étrangers (notamment chinois) qui optimisent la production sur de petites surfaces.

Face à ces enjeux majeurs de sous-développement et d'accès aux ressources, les leaders de Kangoleah et de Gbantama lancent un appel conjoint aux autorités centrales et aux partenaires au développement pour désenclaver leurs localités et sécuriser leurs moyens de subsistance.

REPUBLIQUE DE GUINEE
TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

N° MCENI/SG/CAB/PRMP/2026 Conakry le 11 SEPT 2026

0557

Le Secrétaire Général

Ministre par Intérim

AVIS DE REPORT DE LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS DE L'APPELS D'OFFRES OUVERT (AA 04/MCENI/CAB/PRMP/2026)

Dans le cadre de l'appel d'offres relatif aux **travaux de construction de trente-six (36) stations préfectorales et sous-préfectorales de la Radio Rurale de Guinée, numéro 04/MCENI/CAB/PRMP/2026** pour un délai d'exécution de six (06) mois, **numéro, Le Ministre de la**

Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) porte à la connaissance des soumissionnaires et le public que la date initialement prévue pour la séance d'ouverture des plis est reportée.

Date initiale : le mardi 22/09/2026 à 11h 30mn.

Nouvelle date : le jeudi 15 octobre 2026 à 11h 30mn

Lieu : salle de réunion du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation au sein de la cour de la RTG1 à Koloma.

Le Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) présente ses excuses à tous pour tous les désagréments causés. Nous restons à disposition pour toutes informations complémentaires.

Secrétaire Général
Souleymane BAH

REPUBLIQUE DE GUINEE
TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

N° MCENI/SG/CAB/PRMP/2026 Conakry le 11 SEPT 2026

0558

Le Secrétaire Général

Ministre par Intérim

AVIS DE REPORT DE LA SEANCE D'OUVERTUREDES PLIS DE L'APPELS D'OFFRES OUVERT (AA 05/MCENI/CAB/PRMP/2026)

Dans le cadre de l'appel d'offres relatif **Travaux de réhabilitation, d'extension et d'équipement du Réseau Postal (Travaux de réhabilitation et extension de soixante-cinq (65) Agences de la Poste Guinéenne) de la Poste** Guinéenne pour un délai d'exécution de six

(06) mois, **numéro 05/MCENI/CAB/PRMP/2026, Le Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI)** porte à la connaissance des soumissionnaires et le public que la date initialement prévue pour la séance d'ouverture des plis est reportée.

Date initiale : le mardi 29/09/2026 à 11h 30mn.

Nouvelle date : le jeudi 22 octobre 2026 à 11h 30mn

Lieu : salle de réunion du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation au sein de la cour de la RTG1 à Koloma.

Le Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) profite d'occasion pour donner des précisions suivantes :

1. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d,un montant égal à :

- **Soixante-treize millions trois cent mille (73 300 000 GNF) pour tes lots de sous-préfectures de trois (03) sites.**
- **Quatre-vingt millions (80 000 000 GNF) pour les lots des régions** administratives (2ème Agence), préfectures et des communes urbaines de deux (02) sites
- **Soixante-cinq millions cinq cent mille (65 500 000 GNF) de Francs Guinéens les lots des Préfectures de deux (02) sites.**
- **Cinquante millions (50 000 000 GNF) pour les lots de Préfectures et** sous-préfectures de deux (02) sites.

2. Le plan type préfectoral est le même plan pour les communes urbaines et quartiers des régions administratives.

Le Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) présente ses excuses à tous pour tous les désagréments causés. Nous restons à disposition pour toutes informations complémentaires.

Secrétaire Général
Souleymane BAH

Carnet du reporter Axe Kagbélen-Kamsar

Les camions, un danger constant pour les autres usagers

Sur cet axe stratégique qui relie le Grand Conakry aux zones minières de la région de Boké, la cohabitation entre poids lourds, voitures et motos devient de plus en plus préoccupante. Pour de nombreux usagers, chaque dépassement ou croisement avec un camion peut représenter un haut risque.



La route nationale reliant Kagbélen à Kamsar est devenue un corridor incontournable pour le transport des personnes, des marchandises et des produits miniers. Elle supporte quotidiennement un important trafic de camions, notamment en direction des zones industrielles et minières de Dubréka, Boké et Kamsar.

Cette forte présence des poids lourds constitue toutefois une source majeure d'inquiétude pour les conducteurs de petites voitures et les motocyclistes. Sur certaines portions étroites ou dégradées, le moindre écart de trajectoire d'un camion peut avoir des conséquences dramatiques.

Leur faible gabarit, combiné à la différence de vitesse et de puissance avec les camions, laisse souvent très peu de marge de manœuvre en cas de danger.

La situation est encore plus préoccupante lorsque les conducteurs doivent éviter des nids-de-poule, des accotements dégradés ou des obstacles.

Des témoignages relatés ces dernières années sur le tronçon Kagbélen-Dubréka font état d'une circulation particulièrement difficile et de risques d'accidents liés à l'état de la chaussée.

À cela s'ajoute la poussière sur certains tronçons en travaux ou dégradés, qui peut réduire la visibilité et compliquer davantage les dépassements et les croisements. En 2025, des usagers interrogés sur l'état de la route à Kagbélen décrivaient notamment une chaussée très dégradée et une circulation devenue particulièrement difficile pour les petites voitures.

Pour les conducteurs de motos, le danger est encore plus important. Un simple déséquilibre provoqué par un dépassement rapproché, un coup de vent généré par un poids lourd, un nid-de-poule ou un freinage brusque peut provoquer une chute.

Dans la région de Kamsar et de Boké, la vulnérabilité des motocyclistes est un véritable sujet de sécurité routière. Une étude consacrée à l'insécurité routière dans les zones minières relevait déjà une forte exposition des jeunes motocyclistes aux accidents à Kamsar.

Le problème ne concerne donc pas uniquement le comportement des chauffeurs. Il touche également l'organisation générale de la circulation, l'état des infrastructures, le contrôle des véhicules lourds et le respect des règles de conduite.

Avec le développement des activités minières dans la région de Boké, le trafic des poids lourds est devenu un élément incontournable de l'économie locale. Mais cette activité économique doit nécessairement aller de pair avec des mesures renforcées de sécurité.

Face à cette situation, les autorités, les entreprises minières, les transporteurs et les usagers ont tous un rôle à jouer.

Les conducteurs de camions doivent respecter les limitations de vitesse, éviter les dépassements dangereux, maintenir leurs véhicules en bon état et faire preuve d'une vigilance particulière à l'approche des motos et des petites voitures.

De leur côté, les motocyclistes et les automobilistes doivent également respecter les règles de circulation et éviter de prendre des risques lors des dépassements de poids lourds.

Mais la responsabilité ne peut pas reposer uniquement sur les conducteurs. L'amélioration de la chaussée, l'aménagement des accotements, une meilleure signalisation et un contrôle plus rigoureux du trafic des poids lourds sont indispensables.

Le gouvernement guinéen a d'ailleurs placé la sécurité routière parmi ses priorités. En février 2026, le ministère des Transports a lancé le processus de mise en œuvre d'une Stratégie nationale de sécurité routière 2026-2030, avec l'objectif de réduire durablement les accidents à travers la prévention, l'éducation, le contrôle et l'amélioration des infrastructures.

Parallèlement, d'importants travaux sont en cours sur l'axe Kagbélen-Kouriah, avec un projet d'autoroute express de 30 kilomètres destiné notamment à améliorer la fluidité du trafic et les conditions de circulation.

Mais en attendant la réalisation complète de ces infrastructures, l'urgence demeure sur la route actuelle.

Entre Kagbélen et Kamsar des milliers d'usagers côtoient chaque jour, des poids lourds dont le gabarit et la puissance ne laissent pratiquement aucune chance en cas de collision. Pour les petites voitures et surtout pour les motocyclistes, la prudence ne suffit plus :

Selon Aboubacar Soumah, chauffeur :« Je fais régulièrement le trajet entre Kagbélen et Kamsar. Je peux vous dire que la circulation est devenue très difficile, surtout avec le nombre de gros camions qui empruntent cet axe.

En tant que chauffeur, je sais qu'un camion ne se conduit pas comme une petite voiture. Quand on freine, il faut beaucoup plus de distance. Et lorsqu'un camion chargé arrive derrière une moto ou une petite voiture, le danger est réel.

Ce qui m'inquiète le plus, ce sont les dépassements. Certains automobilistes ou motocyclistes essaient de passer alors qu'un camion arrive en face. Parfois, il suffit de quelques secondes pour que la situation devienne incontrôlable.

Nous, les chauffeurs de poids lourds, nous avons aussi une responsabilité. Il faut réduire la vitesse, respecter les distances de sécurité et faire très attention aux motos. Mais les autorités doivent également mieux organiser la circulation et renforcer les contrôles.

Je demande surtout aux motocyclistes de ne jamais sous-estimer un camion. Même si le chauffeur fait attention, un poids lourd peut avoir besoin de plusieurs dizaines de mètres pour s'arrêter complètement.

Cette route est importante pour l'économie du pays, mais la vie humaine doit rester la priorité. Nous transportons des marchandises, mais nous devons aussi rentrer chez nous vivants et permettre aux autres usagers de faire de même. »

Pour cet agent de sécurité routière à Dubréka : « La prudence doit être permanente »

« Sur l'axe Kagbélen-Dubréka, nous constatons quotidiennement une circulation très importante, notamment avec le passage des poids lourds. La situation exige une vigilance permanente de la part de tous les usagers.

Les petites voitures et surtout les motos sont très exposées lorsqu'elles circulent à proximité des gros camions. Nous demandons aux motocyclistes d'éviter les dépassements hasardeux et de garder une distance suffisante avec les véhicules lourds.

Nous sensibilisons également les chauffeurs de camions sur la vitesse, le respect du code de la route et la nécessité de faire preuve de prudence dans les zones fortement fréquentées.

Le problème ne vient pas uniquement des camions. Il y a aussi des comportements dangereux de certains usagers : dépassements sans visibilité, excès de vitesse, stationnements anarchiques et non-respect des distances de sécurité.

Notre message est simple : sur cet axe, chacun doit être conscient qu'une petite erreur peut coûter une vie. Les conducteurs doivent donc redoubler de prudence, particulièrement aux heures de forte circulation.

Nous appelons également les autorités compétentes à poursuivre les efforts pour améliorer la signalisation, l'état de la chaussée et l'organisation de la circulation. La sécurité routière est une responsabilité collective. »

Ibrahima Sory Bangoura

Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

Remise de satisfecits en l'honneur de la 31è Mission Médicale Chinoise

Le 10 septembre 2026, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique de la République de Guinée a organisé la cérémonie de remise de satisfecits en l'honneur de la 31ème Mission médicale chinoise. M. XU Zheng, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Chine, S.E. Madame Khaïté SALL, Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique de Guinée, S.E.M. Ismaël NABÉ, Ministre du Plan,de la Coopération Internationale et du Développement de Guinée, ainsi que l'ensemble des membres des 31ème et 32ème Missions médicales chinoises en Guinée, l'ensemble des membres du Cabinet du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique de Guinée, M. le Directeur Général de l'Hôpital de l'Amitié sino-guinéenne, entre autres, ont pris part à la cérémonie, qui a réuni plus de 60 participants.



M. XU a indiqué que la partie chinoise était disposée à travailler avec la partie guinéenne pour accélérer la mise en œuvre des importantes ententes auxquelles sont parvenus les deux Chefs d'État, approfondir la coopération pragmatique dans divers domaines, notamment dans celui de la santé, et œuvrer ensemble à la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle. Il a souhaité que la partie guinéenne continue de soutenir le travail des missiones médicales chinoises en Guinée.

Madame SALL a exprimé ses sincères remerciements au Gouvernement chinois pour l'aide désintéressée apportée au développement de la santé publique et à l'amélioration du bien-être de la population guinéenne. Elle a hautement salué les contributions apportées par la 31ème Mission médicale chinoise et chaleureusement souhaité la bienvenue à la 32ème Mission médicale chinoise en Guinée. Elle a indiqué que la partie guinéenne était disposée à approfondir la coopération avec la partie chinoise dans le domaine de la santé, à renforcer la formation aux techniques médicales ainsi que la coopération sur la recherche scientifique médicale, et à promouvoir la modernisation du système de santé guinéen, afin de construire ensemble un nouvel avenir pour l'amitié et la coopération entre les deux pays.

China.embassy.gov.cn

Décès de Hadja Hawaou Diallo

La Guinée rend hommage à la veuve d'El Hadj Saïfoulaye Diallo

Hadja Hawaou Diallo, veuve d'El Hadj Saïfoulaye Diallo — tout premier président de l'Assemblée nationale de la République de Guinée —, s'est éteinte le 25 août 2026 à Conakry. Sa disparition survient peu après celle de Hadja Andrée Touré, veuve du président Ahmed Sékou Touré, marquant la perte d'une autre figure symbolique de l'histoire contemporaine du pays.

Avant le transfert de sa dépouille vers le Fouta Djallon, des hommages nationaux et une prière funèbre se sont tenus à Conakry en présence de proches, d'acteurs politiques et de citoyens venus saluer la mémoire de cette grande dame.

Hadja Hawaou Diallo a ensuite été conduite à sa dernière demeure au cimetière familial de Moussadagui, dans la commune urbaine de Labé. L'inhumation s'est déroulée en présence d'une importante délégation gouvernementale venue porter les condoléances de l'État, aux côtés des autorités régionales, des dignitaires religieux et d'une foule nombreuse.



Une vague de témoignages à travers la nation

À travers le pays, les réactions se sont multipliées pour honorer celle qui est décrite comme une figure de dignité, de piété et de discrétion .

La présence officielle aux obsèques a illustré la reconnaissance de la nation envers l'épouse d'un des grands bâtisseurs de la Guinée indépendante, soulignant son rôle d'accompagnatrice dévouée et son attachement à la paix.

À Conakry comme à Labé, les sages ont rendu hommage à sa générosité et à son rôle de « mère de famille accomplie », témoin privilégié des grandes heures de la Première République.

De nombreux citoyens se sont mobilisés tout au long des cérémonies, voyant en elle l'un des derniers piliers rattachants la mémoire collective à l'épopée de l'indépendance de 1958.

Cette grande mobilisation témoigne de l'empreinte durable laissée par la famille d'El Hadj Saïfoulaye Diallo dans l'histoire et le cœur des Guinéens.

La rédaction

NÉCROLOGIE

Décès du journaliste Abdoulaye Top Sylla, figure de la presse guinéenne



Le journaliste guinéen Abdoulaye Top Sylla est décédé jeudi 3 septembre à Conakry, a-t-on appris auprès de sa famille et de ses confrères. Figure respectée du paysage médiatique national, il a marqué sa profession par la qualité de sa plume et son parcours au sein de plusieurs rédactions de référence.

Diplômé du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de Dakar, Abdoulaye Top Sylla a effectué une grande partie de sa carrière au sein du groupe de presse L'Indépendant / Le Démocrate, fondé par son frère aîné, l'ancien ministre Aboubacar Sylla.

Le défunt était également l'oncle de l'actuelle ministre de l'Économie, du Budget et des Finances, Mme Mariama Ciré Sylla.

Les obsèques du défunt journaliste ont eu lieu ce vendredi 4 septembre à Conakry.

Source : AGP

Route Gomboyah - Cité Benna

Le calvaire quotidien des usagers

Entre Gomboyah Usine Emballage et le quartier Cité Benna, l'état de la route préoccupe les usagers. Nids-de-poule, portions fortement dégradées et difficultés de circulation rendent les déplacements pénibles. Conducteurs et piétons dénoncent une situation qui affecte leurs activités quotidiennes et leurs moyens de déplacement.

Sur l'axe reliant Gomboyah Usine Emballage au quartier Cité Benna, les usagers doivent composer avec une chaussée fortement dégradée. Les conducteurs sont contraints de ralentir, de contourner certains passages et parfois de prendre des risques pour poursuivre leur trajet.

En premier lieu, cette situation affecte les conducteurs de taxi qui empruntent quotidiennement cet itinéraire.

Ibrahima Diallo, conducteur de taxi, décrit les difficultés rencontrées sur cette route. « La route est très dégradée. Nous sommes obligés de rouler doucement et de chercher les passages les moins mauvais. Mais malgré toutes les précautions, il arrive que nous tombions avec des passagers à cause de l'état de la chaussée », déplore-t-il.

Selon lui, cette situation a également des conséquences sur les engins roulants : « Les voitures souffrent beaucoup sur cette route. Les pannes deviennent fréquentes et les conducteurs doivent dépenser régulièrement pour réparer leurs véhicules. »



De son côté, Moussa CAMARA, ancien conducteur de moto, affirme avoir payé le prix de la dégradation de la route. « Ma moto a été complètement endommagée à cause de cette route. Les réparations me coûtaient trop cher et j'ai finalement été obligé de la garder pour éviter de continuer à dépenser de l'argent »,

Ainsi, au-delà des difficultés de circulation, l'état de la chaussée représente également une charge financière pour les conducteurs. Les réparations répétées peuvent réduire considérablement les revenus de ceux qui utilisent leurs engins comme outil de travail.

Par ailleurs, les conducteurs ne sont pas les seuls à subir les conséquences de cette dégradation. Les piétons doivent eux aussi adapter leurs déplacements.

Binta Diallo, une citoyenne qui emprunte régulièrement cet axe, raconte son expérience : « Aujourd'hui, je préfère parcourir toute cette distance à pied parce que j'ai peur de remonter sur une moto. J'ai déjà fait un accident sur cette route et je me suis fracturé le pied. Depuis, je suis devenue très prudente. »

Depuis cet accident, explique-t-elle, ses habitudes ont changé. « Même si la distance est longue et fatigante, je préfère marcher plutôt que de prendre le risque de retomber sur une moto », rouspète-t-elle.

De ce fait, la dégradation de cette route ne constitue pas uniquement un problème de confort. Elle touche directement la sécurité des usagers, le coût des déplacements et l'entretien des moyens de transport.

En outre, lorsque les conducteurs sont obligés de ralentir ou de multiplier les détours pour éviter les parties les plus dégradées, les trajets peuvent devenir plus longs et plus coûteux.

Pour Ibrahima Diallo, une intervention sur cet axe devient nécessaire. « Nous souhaitons que les autorités prennent en compte cette route. Nous travaillons avec nos véhicules tous les jours et nous avons besoin d'une chaussée praticable pour transporter les passagers dans de bonnes conditions », se lamente-t-il.

Dans le même temps, Moussa CAMARA estime que la réhabilitation de la route permettrait de réduire les dépenses des conducteurs. « Une bonne route nous permettrait de préserver nos véhicules et de réduire les frais de réparation », dit-il.

L'état de la route Gomboyah Usine Emballage–Cité Benna affecte plusieurs catégories d'usagers. Conducteurs de taxi, motocyclistes et piétons sont confrontés aux mêmes difficultés, avec des conséquences différentes sur leurs activités et leur sécurité.

Entre véhicules endommagés, accidents et déplacements à pied imposés par la peur de reprendre une moto, combien de temps encore les usagers devront-ils subir cette route dégradée avant qu'une solution durable ne soit apportée ?

Lamarana Barry étudiante stagiaire

Salubrité publique

Embouteillages devant les zones de tri

Depuis plusieurs jours, des tricycles chargés d'ordures stationnent aux abords des zones de tri. Faute d'espace disponible pour déposer leurs chargements, les conducteurs se retrouvent contraints d'attendre, parfois pendant plusieurs jours. Une situation qui inquiète les riverains et soulève des interrogations sur le fonctionnement de la chaîne de collecte et de traitement des déchets.

À proximité des zones de tri, le spectacle est devenu préoccupant. Des tricycles remplis d'ordures ménagères restent stationnés les uns derrière les autres, en attendant de pouvoir décharger leur contenu. Au fil des jours, leur nombre augmente, donnant parfois l'impression d'une véritable file d'attente de déchets.



D'abord, cette situation constitue une difficulté pour les conducteurs chargés de la collecte. Après avoir parcouru les quartiers pour récupérer les ordures auprès des ménages, ils doivent trouver un espace pour les déposer. Or, lorsque les lieux de tri sont saturés, les chargements restent à bord des tricycles.

Un conducteur qui a requis l'anonymat explique la difficulté rencontrée : « Nous venons avec les ordures que nous avons ramassées, mais lorsque nous arrivons ici, il n'y a pas suffisamment de place pour les déposer. Nous sommes donc obligés d'attendre avec les tricycles chargés. Parfois, nous restons plusieurs jours avant de pouvoir vider notre chargement. »

Selon lui, cette attente entraîne également des conséquences pour son activité. « Tant que le tricycle est rempli, il devient difficile de repartir faire une nouvelle collecte. Nous sommes donc bloqués ici alors que les ménages continuent à produire des déchets », ajoute-t-il.

Par ailleurs, l'accumulation des déchets ne concerne pas uniquement les conducteurs. Les habitants vivant à proximité des zones de tri sont eux aussi exposés aux désagréments liés à cette situation.

Fatoumata Sylla, ménagère, dit constater une dégradation du service de collecte dans son secteur : « Depuis une semaine, je ne vois plus de ramasseur d'ordures passer comme avant. Les déchets commencent à s'accumuler à la maison et nous ne savons plus où les mettre. »

Pour cette citoyenne, la situation devient d'autant plus préoccupante que les ménages continuent de produire quotidiennement des déchets. « Nous avons besoin que les ramasseurs viennent régulièrement. Si les tricycles sont bloqués parce qu'ils ne trouvent pas de place pour déposer les ordures, c'est finalement nous qui subissons les conséquences », explique-t-elle.

De son côté, Fodé Sylla, conducteur de tricycle chargé du transport des ordures, explique que les difficultés rencontrées ne sont pas nécessairement liées au refus de travailler. « Nous voulons continuer à faire la collecte, mais il faut avoir un endroit où déposer les déchets. Lorsque les espaces sont remplis, nous ne pouvons pas vider les tricycles », déplore-t-il.

Ainsi, le problème semble se situer au-delà du simple ramassage des ordures. Il concerne également la capacité d'accueil des zones de tri et l'organisation de l'évacuation des déchets après leur collecte.

En outre, lorsque les tricycles restent immobilisés pendant plusieurs jours, la collecte auprès des ménages risque de ralentir. Les déchets produits dans les concessions peuvent alors s'accumuler, tandis que les conducteurs ne disposent plus de véhicules disponibles pour effectuer de nouvelles tournées.

Dès lors, l'enjeu est de fluidifier l'ensemble de la chaîne : collecte auprès des ménages, transport, tri, évacuation et traitement final. Une meilleure coordination entre les différents acteurs pourrait permettre d'éviter que les tricycles restent immobilisés avec leurs chargements.

Si les conducteurs ne trouvent pas de place pour déposer les déchets et que les ménages ne voient plus régulièrement les ramasseurs, comment garantir une ville propre si les ordures restent bloquées à chaque étape de leur parcours ?

Lamarana Barry
Etudiante stagiaire

Marché de Coyah

Le tambour traditionnel entre passion et contraintes économiques

Au cœur du marché de Coyah, des artisans perpétuent avec passion l'art ancestral de la fabrication des tambours. Façonnés à partir de bois nobles et de peaux soigneusement préparées, ces instruments transcendent leur rôle musical pour incarner un élément central du patrimoine culturel et des traditions guinéennes.

Pour de nombreux passionnés et acteurs culturels, le tambour demeure un objet indispensable, rythmant mariages, cérémonies traditionnelles et prestations artistiques. Bafodé Camara, rencontré entre les étals du marché, en fait partie :

« J'achète des tambours parce que j'aime la profondeur de leur son et qu'ils sont essentiels lors de nos cérémonies. C'est un produit traditionnel précieux qu'il faut absolument continuer à valoriser », explique-t-il.

Cependant, cet engouement n'est pas unanime. Face aux contraintes du quotidien, d'autres acheteurs perçoivent cet instrument comme un bien secondaire, réservé à des événements très spécifiques. C'est le cas de Mamadi Condé :

« Je n'achète pas de tambour parce que je n'en ai pas l'utilité au quotidien. Même si c'est un bel instrument pour les fêtes, je préfère consacrer mon budget à d'autres priorités », confie-t-il.

Face à ces divergences d'intérêts, les artisans se battent quotidiennement pour préserver leur métier. Parmi eux, Luis Kondiano, fabricant installé au marché de Coyah, rappelle l'exigence et la rigueur que demande chaque création :

« Nous fabriquons les tambours avec une grande précision. Il faut sélectionner le bon bois, sécher et tailler correctement la peau, puis la tendre à la perfection pour obtenir la bonne résonance. C'est un travail éprouvant, mais nous le faisons avec amour parce que c'est notre métier », souligne-t-il.

Au-delà de la pénibilité du travail manuel, la rentabilité de l'activité constitue le principal obstacle. L'irrégularité des ventes peine à compenser l'investissement financier dans les matières premières et les nombreuses heures de fabrication.



Malgré ces difficultés économiques, les fabricants ne renoncent pas. Ils plaident pour un soutien accru à l'artisanat local et encouragent la jeunesse à s'intéresser à ces métiers d'art, seuls remparts contre l'oubli de ce savoir-faire ancestral.

Au marché de Coyah, la fabrication des tambours se retrouve ainsi à la croisée de la sauvegarde culturelle et des réalités économiques. Entre passionnés convaincus et acheteurs hésitants, les maîtres-artisans comme Luis Kondiano continuent d'œuvrer chaque jour pour faire résonner l'âme de la tradition guinéenne.

Mariame Bah
Stagiaire

Publireportage Lorombo (Kouroussa)

Quand un élu du peuple s'engage pour la paix et la quiétude sociale

C'est un retour aux sources empreint de ferveur, d'élévation spirituelle et d'un attachement profond aux destinées de la Nation. L'honorable Sékouba Camara, député à l'Assemblée nationale, s'est rendu à Lorombo, le village natal de son épouse, pour invoquer la grâce divine en faveur de la Guinée et adresser des prières ferventes pour le chef de l'État, le Général de corps d'armée Mamadi Doumbouya.





À la tête d'une importante délégation venue de Conakry, l'élu du peuple a foulé le sol de cette terre bénie, dont la réputation pour l'exaucement des prières traverse les générations. L'événement, d'une ampleur exceptionnelle, a mobilisé non seulement les populations de Lorombo, mais également celles des localités environnantes, venues massivement pour témoigner leur gratitude au chef de l'État et saluer l'initiative salutaire de leur illustre fils.

Pour la circonstance, la piété s'est alliée à la grandeur des grands jours : des bœufs ont été immolés et 60 imams ont procédé à une triple lecture du Saint Coran pour préserver la paix, la stabilité et la santé du Président de la République. Dans une atmosphère empreinte d'allégresse et bercée par des cantiques religieux, la journée a pris les allures d'une véritable fête de la concorde nationale.

Par cet acte patriotique et hautement symbolique, les députés Sékouba Camara et Mamadi Kaba démontrent non seulement leur ancrage dans les valeurs traditionnelles du terroir, mais aussi leur fidélité indéfectible aux idéaux de paix portés par le sommet de l'État. L'événement a également offert un cadre chaleureux de retrouvailles fraternelles entre amis et camarades de longue date, renforçant la cohésion et le tissu social.

La parfaite réussite de cette mobilisation d'envergure repose sur l'engagement personnel et la générosité constante de l'honorable Sékouba Camara, qui n'a ménagé aucun effort financier pour satisfaire aux exigences d'une telle organisation.

Au terme de célébrations marquées par la communion et la satisfaction générale, des bénédictions appuyées ont été formulées pour le pays, le Président de la République et le généreux initiateur de ce rassemblement. Après un séjour de 48 heures couronnées de succès, les députés Sékouba Camara, Mamadi Kaba et leur suite ont regagné Conakry sous le signe du devoir accompli.

En inscrivant son action sous le sceau de la foi et du rassemblement, l'honorable Sékouba Camara montre ainsi la voie d'un leadership éclairé, entièrement dévoué à la stabilité de la Nation et à la réussite de la vision portée par le chef de l'État. Une initiative exemplaire qui restera, sans nul doute, gravée dans la mémoire collective des populations de Lorombo.

Maneah

Lancement du recensement des boutiques et étalagistes au marché Bentouraya Plateau

Les autorités communales de Maneah, à travers la direction du ministère de l'Économie et des Finances, ont lancé ce mercredi 9 septembre 2026 une opération de recensement des boutiques, magasins et étalagistes au marché Bentouraya Plateau. L'initiative, conduite par le 2e vice-maire Abou 2 Camara, vise à renforcer la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales de la commune.

« Depuis notre arrivée, nous constituons une nouvelle équipe dynamique. Nous n'avons pas encore une connaissance approfondie des recettes fiscales ou non fiscales. Ce travail nous permettra de savoir réellement ce qu'il faut mobiliser dans les marchés », a expliqué le vice-maire.

Après une première étape réalisée à Friguiadi, l'opération s'est poursuivie au marché Bentouraya Plateau. Selon M. Camara, l'objectif est d'obtenir des données fiables sur les activités commerciales et de constater les difficultés rencontrées. « Nous avons remarqué des hangars en état de détérioration et des boutiques transformées en dortoirs, ce qui est déplorable et ne rapporte rien à la commune. Nous passerons secteur par secteur pour avoir un résultat fiable », a-t-il ajouté.

Les doléances des commerçants

Mama Aïssata, commerçante, a exprimé les souffrances des vendeuses : « Nous n'avons qu'un seul toilette, pas d'eau, ni de lieu pour jeter les ordures. Nous demandons à l'État de nous aider en créant plusieurs toilettes, un point d'eau et des espaces de commerce afin de travailler dans de meilleures conditions. »

De son côté, Mama Aïssata Camara, administratrice du marché, s'est réjouie de la présence des responsables communaux : « C'est une joie immense de les voir venir constater nos réalités. Nos souffrances sont énormes : manque de toilettes, d'eau et d'espace pour exercer nos activités. Tout Bentouraya sait que notre marché est le plus grand. Nous demandons aux autorités de nous venir en aide face à cette situation. »

Yacouba Traoré

Hôpital préfectoral de Coyah

Les difficultés d'accès aux soins préoccupent les patients

À Coyah, l'accès aux soins de santé demeure une préoccupation pour une partie de la population. À l'hôpital préfectoral, patients et accompagnants sont confrontés à différentes difficultés qui peuvent compliquer leur prise en charge.



Dès les premières heures de la journée, des patients se présentent dans l'établissement pour des consultations ou des soins. Pour certains, le principal problème reste le coût des prestations et des médicaments. D'autres évoquent les délais d'attente, l'affluence ou encore les difficultés liées à la disponibilité de certains produits et services.

Pour les familles disposant de moyens financiers limités, une maladie peut rapidement devenir une lourde charge. Entre les frais de consultation, les examens médicaux, les médicaments et parfois le transport, les dépenses s'accumulent.

« Quand on vient à l'hôpital, on souhaite être rapidement pris en charge. Mais parfois, il faut attendre longtemps et certaines dépenses sont difficiles à supporter pour les personnes qui n'ont pas beaucoup de moyens»,témoigne Biro Diallo patient rencontré sur place.

M'mah kenda fofana accompagnante abonde dans le même sens: « Nous sommes obligés de prévoir de l'argent pour la consultation et les médicaments. Quand les moyens manquent, cela devient compliqué, surtout lorsqu'il faut faire plusieurs examens. »

Du côté de l'établissement, les difficultés d'accès aux soins doivent également être analysées en tenant compte de l'affluence et des moyens disponibles. Les professionnels de santé jouent quotidiennement un rôle essentiel pour répondre aux besoins des populations.

De son côté, Docteur diaka Fandouno, Directeur de l'hôpital préfectoral de Coyah apporte des précisions sur la situation.

« Nous faisons de notre mieux pour assurer la prise en charge des patients qui viennent à l'hôpital. Nous sommes conscients des difficultés rencontrées par certains usagers et nous travaillons à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge », déclare-t-il.

Malgré ces contraintes, l'hôpital préfectoral de Coyah reste un établissement important pour les habitants de la préfecture et des localités environnantes. L'amélioration des conditions d'accueil, la disponibilité des médicaments et le renforcement des moyens pourraient contribuer à faciliter davantage l'accès aux soins.

L'accès à des soins de qualité demeure ainsi un enjeu majeur pour les populations de Coyah, particulièrement pour les ménages les plus vulnérables.

Mariama Bah
Stagiaire

Équipements

L'AGP renforce ses capacités

L'Agence Guinéenne de Presse (AGP) a bénéficié d'un important lot d'équipements professionnels mis à sa disposition par le ministère de la communication de l'Economie numérique et de l'innovation département de tutelle. Composé notamment de caméras, de microphones, de dictaphones, d'ordinateurs portables et fixes ainsi que d'appareils photographiques, ce matériel vise à renforcer les capacités de collecte, de traitement et de diffusion de l'information de l'agence.



A l'occasion, le Directeur Général de l'Agence Guinéenne de Presse, François Mara, a salué cette initiative, qu'il considère comme une étape importante dans le renforcement des capacités opérationnelles de ce Media du service public.

Selon lui, ces équipements permettront aux équipes de l'AGP d'améliorer l'ensemble de la chaîne de production de l'information, depuis la collecte des données sur le terrain jusqu'à leur traitement et leur diffusion auprès du public.

« Votre présence ici, Monsieur le Secrétaire général, témoigne de l'intérêt accordé à notre agence et à la mission qui est la sienne : collecter, traiter et mettre à la disposition du public une information fiable, vérifiée et professionnelle », a déclaré François Mara.

Des outils pour renforcer la production de l'information

Le Directeur général de l'AGP a souligné que les nouveaux équipements comprennent notamment des caméras, des microphones, des dictaphones, des ordinateurs portables et fixes, ainsi que des appareils photographiques.

« Ces différents équipements viennent renforcer toute la chaîne de production de l'information, de la collecte sur le terrain jusqu'à son traitement et sa diffusion », a-t-il indiqué.

Dans un contexte marqué par la circulation rapide de l'information, François Mara a rappelé l'importance pour les professionnels des médias de privilégier la fiabilité et la vérification des faits.

« Notre responsabilité est de veiller à ce que la rapidité de l'information ne se fasse jamais au détriment de sa qualité. Le journaliste doit être présent sur le terrain, proche des réalités, attentif aux faits et surtout soucieux de vérifier ce qu'il rapporte », a-t-il insisté.

Il a, par ailleurs, invité les journalistes et techniciens de l'AGP à faire un usage responsable et efficace de ces outils.

« Une caméra permet de mieux montrer, un dictaphone de mieux recueillir et un ordinateur de mieux traiter l'information. Mais c'est le professionnalisme du journaliste qui donne tout son sens à ces outils », a souligné le Directeur général.

L'accompagnement du ministère salué

François Mara a également mis à profit cette cérémonie pour remercier le ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de l'Innovation pour son accompagnement en faveur de l'Agence Guinéenne de Presse.

Il a notamment salué les efforts consentis pour améliorer les conditions de travail des journalistes et des techniciens de l'agence, tout en soulignant que d'autres défis restent à relever.

L'AGP entend notamment poursuivre ses efforts en matière de formation et de renforcement des capacités de son personnel, de développement des contenus numériques et d'amélioration de ses conditions de travail.

« Notre ambition demeure de faire de l'Agence Guinéenne de Presse un outil performant au service de l'information et du public », a affirmé son Directeur général.

Mieux raconter les réalités de la Guinée

Pour François Mara, ces équipements doivent permettre aux journalistes de l'AGP de renforcer leur présence sur le terrain, de recueillir davantage la parole des citoyens et de mieux couvrir les événements qui marquent la vie nationale.

« Ces équipements doivent nous permettre de mieux raconter l'histoire de la Guinée dans toute sa diversité, à travers ses défis, ses initiatives et ses transformations », a-t-il déclaré.

Il a ainsi exhorté les bénéficiaires à prendre soin de ces équipements et à les utiliser dans le strict respect des règles professionnelles et déontologiques.

« Nous prenons l'engagement de faire un usage responsable de ces équipements et de les mettre pleinement au service de notre mission. Mieux collecter, mieux traiter et mieux diffuser l'information : telle est notre responsabilité », a conclu le Directeur général de l'AGP.

Le ministère réaffirme son soutien à l'AGP

En réponse, le Secrétaire général du ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de l'Innovation, Souleymane Diallo, s'est réjoui de la mise à disposition de ces équipements au profit de l'Agence Guinéenne de Presse.

Il a rappelé le rôle stratégique de l'AGP dans la collecte et la diffusion de l'information à travers le pays.

« L'AGP est une agence dont la vocation est d'être à l'avant-garde de l'information. Ces équipements vont lui permettre d'aller davantage à la source de l'information, aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays, jusque dans les préfectures et les sous-préfectures », a-t-il déclaré.

Selon lui, ce matériel contribuera à renforcer le positionnement de l'agence en tant que pourvoyeuse d'informations de référence.

« Les caméras, les dictaphones et l'ensemble des équipements mis à la disposition de l'AGP vont permettre à l'agence de mieux accomplir sa mission et de se positionner davantage comme une véritable agence de presse », a-t-il ajouté.

Une stratégie pour moderniser l'agence

Souleymane Diallo a également indiqué que le ministère entend poursuivre son accompagnement en faveur de l'AGP, notamment à travers la mobilisation de ressources financières et matérielles.

Il a évoqué la mise en œuvre d'une stratégie quinquennale ainsi que le développement de nouveaux projets, notamment dans le domaine du numérique et de la Web TV.

Selon lui, ces initiatives devraient contribuer à moderniser davantage l'Agence Guinéenne de Presse et à améliorer la qualité de l'information proposée aux populations.

Le Secrétaire général a enfin insisté sur la nécessité pour les médias de service public de jouer pleinement leur rôle dans la valorisation des grandes initiatives et transformations en cours dans le pays.

Dans cette dynamique, il a notamment souligné l'importance de développer un récit médiatique capable de mieux faire connaître les réalités, les projets et les résultats enregistrés en Guinée, notamment dans le cadre du programme Simandou 2040.

« Le savoir-faire est important, mais il est également essentiel de le faire savoir », a-t-il conclu.

Thierno Kalifatou Doumbouya

Jeux universitaires du Caire

La Guinée participe à la 12è édition

La 12è édition des Jeux universitaires africains est prévue au Caire du 8 au 16 septembre 2026. Notre pays y participe avec une délégation de 72 personnes, dont 65 membres issus de trois institutions d'enseignement supérieur, notamment l'UGLCS (24), l'ISTM (15) et l'UJNK (26), ainsi que 7 délégués techniques du ministère.



Il est à souligner que les départs depuis Conakry ont débuté le 6 septembre et que le dernier convoi a quitté le pays le 9 septembre. Tous les membres sont bien arrivés et pris en charge conformément au cahier des charges des organisateurs. Lors de la journée d'ouverture et du premier match, l'ISTM s'est imposé face à l'Université Américaine du Caire sur le score de 62 à 48.

Au nom de la Direction Nationale des Sports, des Arts et de la Culture Universitaires, le directeur national Kandas Condé a remercié l'ensemble des recteurs et directeurs généraux des institutions d'enseignement supérieur, plus particulièrement ceux de l'ISTM, de l'UGLCS et de l'UJNK, ainsi que la haute hiérarchie du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, pour leur accompagnement constant, leur disponibilité et leur engagement en faveur de l'épanouissement de notre jeunesse estudiantine.

« J'exprime également ma profonde gratitude à Madame Djami Diallo, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, pour ses orientations éclairées, son accompagnement et sa détermination à promouvoir le sport, les arts et la culture au sein de nos institutions universitaires », a rappelé M. Kandas Condé.

À cette occasion, le directeur a adressé une mention spéciale au Président de la République pour sa vision, son leadership et sa volonté affirmée de faire de la jeunesse estudiantine et sportive guinéenne une véritable référence, tant sur le plan africain que sur la scène internationale.

Aujourd'hui, dit-il, cette ambition constitue pour nous une source de motivation et nous engage davantage à œuvrer pour la formation, l'encadrement et la valorisation des talents de notre jeunesse, afin qu'elle puisse porter haut les couleurs de la Guinée et contribuer fièrement à son rayonnement à travers le monde.

Le directeur a enfin réitéré ses sincères remerciements et invite chacun à poursuivre cette dynamique dans l'unité, l'engagement et l'excellence.

Naby Moussa Soumah

FEGUIFOOT

Les principaux prétendants se positionnent dans la course à la présidence

La course à la présidence de la Fédération Guinéenne de Football (FEGUIFOOT) commence à prendre forme. À quelques semaines du congrès électif annoncé pour le 27 octobre prochain à Conakry, plusieurs personnalités du football guinéen sont déjà citées parmi les prétendants au fauteuil présidentiel.









Anciens dirigeants, présidents de clubs et acteurs influents du football national se positionnent progressivement, faisant de cette élection un rendez-vous particulièrement attendu par la famille du football guinéen.

Parmi les noms qui reviennent avec insistance figure celui du Dr Ibrahima Khalil Kaba, président de Karfamoriah FC. Sa candidature bénéficie déjà de soutiens dans le milieu du football national, notamment auprès de plusieurs clubs.

Son profil de dirigeant de club et son discours axé sur la nécessité d'une nouvelle dynamique au sein de la fédération pourraient lui permettre de jouer un rôle important dans cette élection.

Selon plusieurs sources médiatiques, Khalil Kaba figure d'ores et déjà parmi les personnalités les plus en vue de cette course.

Autre personnalité annoncée dans la course : Mamadou Barry, dit « Barry Loubha », président de Loubha FC.

Ancien vice-président de la FEGUIFOOT chargé du football féminin, Barry Loubha dispose d'une expérience au sein de l'instance dirigeante du football guinéen. Son ambition s'inscrit dans un contexte où la question du développement du football à la base, du football féminin et de la gouvernance de la fédération occupe une place importante dans les débats.

Sa présence pourrait contribuer à diversifier les profils en compétition pour la succession à la tête de la FEGUIFOOT.

Dr Minkailou Sampou, le président du Wakriya entre dans la bataille. Le président du Wakriya AC de Boké, Dr Minkailou Sampou, est également cité parmi les prétendants.

Son entrée dans la course apporte un autre profil à cette élection : celui d'un dirigeant de club ayant une implantation importante dans le football national. Sa candidature, annoncée récemment dans la presse sportive, vient renforcer la concurrence autour de la présidence de la fédération.

Sampou devra toutefois transformer cette intention en candidature formellement recevable dans le cadre du processus électoral.

Antonio Souaré, un retour très attendu, le nom de Mamadou Antonio Souaré est également au centre des discussions. Ancien président de la FEGUIFOOT et figure majeure du football guinéen, Antonio Souaré possède une longue expérience dans la gestion du football national.

Son éventuel retour dans la compétition serait l'un des principaux événements de cette élection. Plusieurs médias ont rapporté l'annonce de son retour dans la course, même si les informations disponibles indiquent qu'une confirmation personnelle et le dépôt officiel de son dossier restaient encore attendus.

Son expérience, son réseau dans le football guinéen et son passage antérieur à la tête de la fédération font de lui un candidat particulièrement observé.

À ce stade, il convient toutefois de distinguer les candidatures annoncées ou évoquées des candidatures officiellement validées par la Commission électorale. La liste définitive devra être établie conformément aux textes électoraux de la FEGUIFOOT.

L'enjeu dépasse donc la seule personnalité du futur président. Les électeurs auront également à se prononcer sur les équipes et les projets présentés par les différents candidats pour diriger le football guinéen.

La prochaine échéance électorale s'annonce ainsi comme une véritable bataille de projets, de réseaux et de visions pour l'avenir du football national.

À mesure que la date du congrès du 27 octobre 2026 approche, les différents prétendants devraient préciser leurs programmes, dévoiler leurs équipes et intensifier leur campagne auprès des électeurs.

Une chose est déjà certaine : la succession à la tête de la FEGUIFOOT s'annonce comme l'un des grands rendez-vous du football guinéen en cette année 2026.

Dans cette course à la présidence de la Fédération guinéenne de football, certains acteurs appellent déjà à la retenue et à la responsabilité. C'est notamment le cas du secrétaire général de la FEGUIFOOT, Ibrahima Barry, dit « Blasco ».

Alors que plusieurs candidatures sont annoncées ou évoquées, le responsable fédéral estime que le processus électoral doit se dérouler dans un climat apaisé et transparent.

« Ne sacrifions pas l'unité de toute la nation sur l'autel des intérêts personnels », a-t-il lancé, appelant les différents acteurs à faire preuve de maturité et de responsabilité.

Pour Ibrahima Barry, le football constitue l'un des rares espaces capables de rassembler les Guinéens au-delà des différences. Il invite ainsi les acteurs à privilégier l'intérêt général et à éviter que les tensions liées à l'élection ne fragilisent davantage la famille du football.

Le secrétaire général assure également vouloir jouer pleinement son rôle dans le processus électoral, en restant à équidistance des différentes candidatures.

« Je jouerai, de façon neutre, ma partition afin que le Comité exécutif qui sera élu soit la véritable émanation des acteurs du football guinéen », a-t-il déclaré.

Ce témoignage intervient alors que la bataille pour la succession à la tête de la FEGUIFOOT se précise. Avec plusieurs prétendants annoncés, dont Antonio Souaré, Dr Ibrahima Khalil Kaba, Mamadou Barry et Dr Minkailou Sampou, l'enjeu sera désormais de transformer les ambitions individuelles en projets capables de convaincre les électeurs.

Au-delà du nom du futur président, c'est donc la capacité des différents acteurs à préserver l'unité et à construire une gouvernance durable qui sera scrutée lors du prochain congrès électif.

Ibrahima Sory Bangoura

Ligue des champions CAF

Le Horoya AC renverse la JS Saoura et s'offre le 2I" tour !

C'est dans une ambiance des grands soirs que le Stade du 28 Septembre a vibrant ce dimanche 13 septembre 2026. Dos au mur après leur revers concédé à l'aller en Algérie (1-0), les Matamkas du Horoya AC ont signé une remontée héroïque en s'imposant avec autorité sur le score de 3 buts à 1 face à la formation algérienne de la JS Saoura.

Dès le coup d'envoi, les hommes de Matam ont affiché leurs ambitions. Poussés par un public survolté, les Guinéens ont imprimé un rythme d'enfer, étouffant le bloc adverse par un pressing haut et un jeu de transition incisif. La domination locale a fini par porter ses fruits avec l'ouverture du score, remettant les deux équipes à égalité sur l'ensemble des deux confrontations.

Malgré une réaction algérienne en seconde période marquée par la réduction du score de la JS Saoura, le club de Conakry n'a pas douté. Faisant preuve d'un sang-froid et d'une maturité tactique exemplaire, le Horoya AC a trouvé les ressources nécessaires pour inscrire le troisième but libérateur avant le coup de sifflet final.

Avec un score cumulé de 3 - 2, le Horoya AC valide avec panache son billet pour le deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF. Une prestation référence qui confirme le retour en force de l'ogre guinéen sur la scène continentale.

Morgan

Tournoi qualificatif de la CAN U17 - zone UFOA-A

Le Syli National U17 rate son entrée...

La Guinée s'est inclinée 2-1 face au Liberia, ce vendredi au stade Lat-Dior de Thiès.

Les jeunes Guinéens ont pourtant tenté de prendre le contrôle les débats. Mais le Liberia s'est montré plus efficace dans le premier acte. Les Lone Stars ont ouvert le score et rejoint les vestiaires avec un avantage d'un but.

Au retour de la pause, le Syli cadet revient avec davantage d'intensité. Cette réaction est rapidement récompensée.

Almamy Bangoura, numéro 20 guinéen, remet les deux équipes à hauteur. Tout est alors à refaire pour les deux formations.

Le match s'équilibre. Les occasions et la possession sont disputées. Mais sur une action dans la surface guinéenne, une faute défensive offre un penalty au Liberia.



Le tireur libérien prend ses responsabilités et transforme la sentence. Le gardien guinéen avait pourtant choisi le bon côté, mais sa tentative reste insuffisante. Le Liberia reprend ainsi l'avantage et ne le lâchera plus.

Au coup de sifflet final, le tableau d'affichage affiche 2-1 en faveur des Libériens. Un revers frustrant pour le Syli cadet, qui avait réussi à revenir dans la partie avant de concéder ce penalty décisif.

La Guinée devra désormais réagir. Son prochain rendez-vous face au Mali sera déjà important pour la suite de son parcours dans cette compétition.

Hamidou Diogo Diallo
depuis Dakar

CyanMagentaJauneNoir



HOROYA
Quotidien national
QHoroya
Journal Horoya
www.horoya.net
POUR VOS ABONNEMENTS
Siège : Dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 693 886 - BP : 191 Conakry
E-mail : horoya1958@gmail.com